Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE LA LOIRE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS DE LA LOIRE**
*Service Environnement et prévention des risques*
*48 bis boulevard Jules Janin*
42022 SAINT ETIENNE Cedex 01

# ARRETE N° 333/DDPP/10

## portant prescriptions complémentaires

Le préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

**VU** la directive n° 2008/1/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution ;
**VU** le code de l'environnement, notamment le titre Ier du livre V ;
**VU** l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement pris en application de l'article R. 512-28 du code de l'environnement ;
**VU** l'arrêté du 29 novembre 2006 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement ;
**VU** les arrêtés préfectoraux des 27 octobre 2004 et 31 juillet 2007 ;
**VU** le bilan de fonctionnement de la société SARPI LA TALAUDIERE adressé à M. Le Préfet de la Loire en date du 16 juillet 2007 ;
**VU** les compléments aux bilans de fonctionnement adressés à l'inspection des installations classées en date du 12 décembre 2008 ;
**VU** les propositions d'amélioration de la connaissance des rejets et de réduction de certaines émissions indiquées dans le bilan de fonctionnement ;
**VU** le document BREF « Traitement des déchets » de la commission européenne adopté en août 2006, définissant notamment les meilleures techniques disponibles ;
**VU** le dossier de demande de la société SARPI La Talaudière relative à la rubrique 1715 règlementant les substances radioactives transmis en date du 30 octobre 2008 ;
**VU** le courrier de SARPI LT/PF 1002004 du 25 février 2010 ;
**VU** l'avis en date du 1er mars 2010 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
**VU** les observations transmises par l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** qu'en vertu de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspecteur des installations classées, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques, afin de fixer des prescriptions additionnelles pour protéger les intérêts visés par l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement,
**CONSIDÉRANT** qu'en vertu de l'article L. 220-1 du code de l'environnement, il appartient à l'État, aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics ainsi qu'aux personnes privées, de concourir à une action d'intérêt général consistant à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques et à préserver la qualité de l'air,
**CONSIDÉRANT** que les objectifs et les principes de la politique communautaire en matière d'environnement, tels que définis à l'article 174 du traité, visent notamment à la prévention, à la réduction et, dans la mesure du possible, à l'élimination de la pollution, en agissant par priorité à la source, ainsi qu'à assurer une gestion prudente des ressources naturelles, dans le respect du principe du " pollueur payeur " et de la prévention de la pollution,
**CONSIDÉRANT** que l'objectif d'une approche intégrée de la réduction de la pollution est de prévenir, partout où cela est réalisable, les émissions dans l'atmosphère, les eaux et les sols, en prenant en compte la gestion des déchets, et, lorsque cela s'avère impossible, de les réduire à un minimum afin d'atteindre un haut niveau de protection de l'environnement dans son ensemble,
**CONSIDÉRANT** qu'il convient pour l'exploitant d'améliorer la connaissance et la maîtrise des émissions, de réaliser des actions de réduction des émissions,

particulièrement au niveau des activités de broyage,

**SUR proposition** du secrétaire général de la préfecture,

## ARRETE

### Article 1

La société SARPI La Talaudière, dont le siège social est situé 461 rue Georges Sand – ZI Molina La Chazotte – 42350 LA TALAUDIERE, exploitant un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement dans son établissement situé à la même adresse, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté à compter de la date de publication du présent arrêté.

### Article 2 : Tableau des activités

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2007 est modifié comme-ci :

<table>
<tr><th>Nature de l'activité</th><th>Rubrique</th><th>Volume des activités</th><th>Classement</th></tr>
<tr><td>Centre de transit d'hydrocarbures usagés et de déchets industriels provenant d'installations classées avec pré-traitements et/ou regroupement de ces déchets dont :<br><br>- broyage des emballages souillés par 2 broyeurs de puissance installée de 230KW (200KW +30KW)</td><td rowspan="9">167 A<br>167 C<br><br>2799</td><td>1065m³ en cuves aériennes<br>9x75 m³ + 6x60 m³ + 30 m³<br>200 m³ ° en fosse (boues de binotage et broyat)<br><br>8 zones de fûts et 2 bâtiments<br>soit 410 palettes au sol<br>(ou 820 sur 2 niveaux)</td><td rowspan="9">A</td></tr>
<tr><td>- transit de déchets dangereux des ménages sans regroupement,</td><td rowspan="2">45 palettes au sol (ou 90 sur 2 niveaux) dans le bâtiment A3<br>203 palettes au sol (ou 406 sur 2 niveaux) dans le bâtiment A4</td></tr>
<tr><td>- transit de déchets dangereux des ménages avec regroupement et/ou pré-traitement,</td></tr>
<tr><td>- transit de déchets industriels liquides, solides et pâteux sans regroupement</td><td rowspan="4">8 zones de fûts (alvéoles C1 à C7 + bât. B1) soit,<br>162 palettes au sol ou 324 sur 2 niveaux</td></tr>
<tr><td>- transit de déchets industriels liquides, solides et pâteux avec regroupement,</td></tr>
<tr><td>- transit de déchets industriels liquides, solides et pâteux avec pré-traitement,</td></tr>
<tr><td>- déchets non radioactifs provenant d'installations nucléaires de base (transit, regroupement, pré traitement)</td></tr>
<tr><td>Utilisation de substances radioactives sous forme de sources radioactives, scellées ou non scellées à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 1735</td><td>1715</td><td>Source radioactive scellée Nickel 63 utilisée dans appareil de chromatographie (PG)<br>Q = 5,55</td><td>D</td></tr>
<tr><td>- installation de pompage ( dépotages et transferts)</td><td>Installations connexes</td><td>8 pompes de capacité comprise entre 20 à 60 m³/h</td><td>Non classé</td></tr>
</table>

## Article 3 : Emissions atmosphériques de COV

➢ **Bilan détaillé**

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalisera un bilan qualitatif et quantitatif détaillé de l'ensemble des émissions de COV de l'établissement.
Ce bilan prendra en compte les émissions canalisées, diffuses (dont les fugitives) de l'établissement.
Pour chaque source principale de rejets de COV, un bilan quantitatif (en concentration et en flux) et un bilan qualitatif (substances, type de COV et phrase de risque associée) seront réalisés.

Ce bilan, qui fera l'objet d'un rapport détaillé, sera transmis à l'inspection des installations classées sous un délai compatible avec celui défini au présent alinéa.

➢ **Suites du bilan**

En fonction des résultats du bilan détaillé des émissions de COV, et sur demande de l'inspection, dans un délai de 6 mois à compter de la demande de l'inspection, l'exploitant :

- réalisera une étude technico-économique sur la captation et le traitement des émissions de COV des sources principales avec pour objectif une émission de COV non méthaniques fondée sur les niveaux d'émissions associées à la mise en oeuvre des meilleurs techniques disponibles.
- proposera un échéancier de réalisation des travaux

L'ensemble des études précitées feront l'objet d'un rapport détaillé et seront transmises à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après la fin de la réalisation de ces dernières.

➢ **Autres dispositions en matière de prévention des émissions**

Les produits odorants sont dépotés en veillant au confinement des vapeurs dans les bacs de dépotage.

La captation des évents des stockages et le traitement des vapeurs doivent garantir l'absence d'émissions odorantes.

La captation des vapeurs issues des cuves de stockage est réalisée en sortie des pots de barbotage des évents.

## Article 4 : Prévention des ressources aquatiques

➢ **Rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées avant rejet dans le collecteur de la station du Porchon**

Les effluents avant rejet dans le collecteur de la station d'épuration du Porchon doivent respecter les valeurs limites fixées dans le tableau ci-après. Ce dernier modifie et remplace le tableau figurant à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2004.

| Nature des polluants | Concentration maximale en mg/l | | Flux moyen (sous 1 mois) en kg/j |
|---|---|---|---|
| | Moyenne sur 2 h | Instantanée | |
| MES | 100 | 600 | 5,5 |
| DCO | 600 | 2000 | 33 |
| DBO5 | 200 | 800 | 11 |
| Hydrocarbures | 5 | 5 | 0,28 |
| Phénols | 0,1 | 0,1 | 0,006 |
| Total des métaux | 15 | 15 | 0,825 |
| Chrome et ses composés (en Cr) | 0,5 | 0,5 | 0,03 |
| Cuivre et ses composés (en Cu) | 0,5 | 0,5 | 0,03 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nickel et ses composés (en Ni) | 0,5 | 0,5 | 0,03 |
| Plomb et ses composés (en Pb) | 0,5 | 0,5 | 0,03 |
| Zinc et ses composés (en Zn) | 1 | 1 | 0,06 |
| Arsenic | 0,05 | 0,05 | 0,003 |
| Mercure et ses composés (en Hg) | 0,05 | 0,05 | 0,003 |
| Cadmium et ses composés (en Cd) | 0,2 | 0,2 | 0,01 |
| Chrome hexavalent et composés (en Cr) | 0,1 | 0,1 | 0,006 |

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

- **Surveillance des PCB**

En complément des analyses effectuées en interne avant chaque rejet, et mentionnées au précédent alinéa, l'exploitant fera réaliser par un laboratoire extérieur et agréé par le ministère en charge de l'environnement, une mesure de PCB sur les rejets susvisés. Cette mesure portera sur les 7 congénères suivants : PCB 28, PCB 52, PCB 101, PCB 118, PCB 138, PCB 153 et PCB 180.

La fréquence de cette surveillance sera trimestrielle la première année de suivi (à compter de la notification du présent arrêté). Si, pendant une période d'au moins 12 mois continus (soit 4 mesures), les résultats des analyses trimestrielles sont inférieurs à la limite de quantification du laboratoire extérieur agréé, la fréquence des prélèvements et analyses en PCB pourra être semestrielle.

Si un résultat d'une analyse est supérieur à la limite de quantification du laboratoire extérieur agréé, la fréquence des prélèvements et analyses des PCB devra être de nouveau trimestrielle et la première analyse sera réalisée dans le mois suivant ce dépassement.

A chaque dépassement constaté de la limite de quantification du laboratoire agréé, l'exploitant précisera dans les plus brefs délais à l'inspection des installations classées les origines de ces dépassements et les nouvelles actions correctives mises en œuvre pour pallier cette problématique.

La limite de quantification du laboratoire extérieur sera a minima de 0,01 µg/l par congénère PCB.

De plus, l'exploitant :
- réalise un bilan annuel des flux estimés de PCB rejetés dans le collecteur du Porchon en se basant sur le volume effectif rejeté et les analyses réalisées par le laboratoire extérieur, avec intégration de ce bilan dans le bilan annuel d'exploitation.
- contrôle avant chaque déchargement de transformateurs, l'intégrité de ces derniers : absence de fuites visibles, état du conditionnement ... et tient à jour un registre associé à ce contrôle. Ce registre peut être intégré à celui existant pour les déchets entrants sur le site.
- définit et met en place une procédure afin de prendre en charge, d'une manière optimale qui vise à protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, les transformateurs présentant des risques potentiels de fuite et de refuser ceux présentant un risque avéré de fuite.
- définit et met en place une procédure, en amont du chargement, visant à exclure toute opération de chargement de transformateurs présentant des aspects fuyards et à privilégier des dispositions de pompage et de mise en sécurité de ces installations avant chargement.

L'ensemble de ces procédures devront être transmises à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

La surveillance de la qualité des eaux souterraines, défini à l'article 5 – 11 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2004 est complétée par une surveillance des PCB.

- **Étude de recyclage des eaux**

Une étude de faisabilité relative au recyclage et à la réutilisation des eaux pluviales et industrielles sera effectuée dans un délais de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté. Cette étude, qui fera l'objet d'un rapport technique, sera transmise à l'inspection des installations classées dans un délais compatible avec celui défini au présent alinéa.

## Article 5 : Prévention des risques

➢ **Généralités**

Afin de prévenir au maximum tout risque d'incident sur le site, l'exploitant :

- tient un registre d'incidents avec, pour chacun des événements recensés, la définition et la mise en œuvre d'une ou plusieurs action(s) corrective(s).
- pour les installations de broyage :
    - réalise, dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technique visant à sécuriser l'activité. Cette étude s'intéressera notamment aux techniques de prévention retenues comme meilleures techniques disponibles et permettant d'éviter le risque d'inflammation lors des opérations de broyage, déchiquetage de fûts contenant des substances inflammables ou très volatiles.
    - définit dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté, un plan d'actions visant à prévenir le risque incendie lors des activités de broyage

L'étude et le plan d'actions seront transmis au plus tard 3 mois après leur réalisation.

➢ **Spécificités**

Concernant les cuves de stockage, les liaisons entre les cuves peuvent être coupées par la fermeture de vannes.
Les trop-pleins des cuves sont reliées aux rétentions. L'ensemble des cuves de stockage sont équipées de jauges radar et d'alarmes de niveau haut.

L'exploitant réalise à fréquence semestrielle une inspection de l'ensemble des réservoirs, cuves et canalisations présentant des risque de corrosion ou de fuites. Chaque inspection sera consignée dans un registre prévu à cet effet.

## Article 6 : Radioprotection – Détention et mise en oeuvre de substances radioactives

### Article 6.1. Dispositions générales

#### Article 6.1.1. Liste des sources et des substances

Le présent arrêté tient lieu d'autorisation au sens de l'article L. 1333-4 du code de la santé publique, pour les activités nucléaires mentionnées conformément au tableau ci-dessous :

| Radionucléide | Activité maximale (Bq) | Type de source | Type d'utilisation | Lieu d'utilisation et / ou de stockage |
|---|---|---|---|---|
| Nickel 63 | 555 MBq | Source scellée | Poste fixe / chromatographie en phase gazeuse dotée d'un détecteur à capture d'électrons | Laboratoire interne |

Les sources visées par le présent article sont réceptionnées, stockées et utilisées dans le ou les locaux décrits dans le tableau précédent.

Lors des opérations de renouvellement des sources scellées périmées, il est admis une détention simultanée de la nouvelle source et de la source périmée sur une période de courte durée, afin de couvrir les délais de livraison et de reprise des sources par le fournisseur.

Les mouvements des sources entre ces locaux font l'objet de consignes ayant pour objet d'en limiter le nombre et de sécuriser les itinéraires retenus.

#### Article 6.1.2. Réglementation générale

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des dispositions applicables au titre des autres réglementations (code de la santé notamment les articles R. 1333-1 à R. 1333-54, code du travail notamment les articles R. 4451-1 à R. 4457-14) et en particulier de celles relatives au transport des matières radioactives et à l'hygiène et la sécurité du travail. En matière d'hygiène et de sécurité du travail, sont en particulier concernées, les dispositions relatives :

- à la formation du personnel
- aux contrôles initiaux et périodiques des sources et des appareils en contenant
- à l'analyse des postes de travail
- au zonage radiologique de l'installation
- au service compétent en radioprotection

Une autorisation spécifique délivrée par l'AFSSAPS ou l'ASN (au nom du ministre chargé de la santé publique) en application des articles L. 1333-4 et R. 1333-17 à 44 du code de la santé publique reste nécessaire en complément du présent arrêté pour l'exercice des activités suivantes :

- utilisation des générateurs électriques de rayonnements ionisants autres que ceux éventuellement couverts par le présent
- activités destinées à la médecine, l'art dentaire, la biologie humaine ou la recherche médicale, biomédicale in vivo et in vitro
- importation, exportation et distribution de radionucléides, de produits ou dispositifs en contenant
- utilisations hors établissement des sources radioactives ou appareils en contenant (appareils de gammagraphie ou appareils portatifs).

**Article 6.1.3. Modifications**

Les installations objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et documents du dossier de demande d'autorisation, ou du dossier qui en tient lieu, non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée par le demandeur, à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Article 6.1.4. Cessation d'exploitation**

La cessation de l'utilisation de radionucléides, produits ou dispositifs en contenant, doit être signalée au Préfet et à l'inspection des installations classées. En accord avec cette dernière, l'exploitant demandeur met en œuvre toutes les mesures pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des risques et nuisances dus à l'exercice de l'activité nucléaire autorisée. En particulier, le chef d'établissement doit transmettre au préfet et à l'institut de radioprotection et sûreté nucléaire (IRSN) l'attestation de reprise des sources radioactives scellées délivrée par le fournisseur.

L'exploitant devra faire réaliser un contrôle technique de cessation définitive d'emploi par l'IRSN ou un organisme agréé..

Les résidus de démantèlement de l'installation présentant des risques de contamination ou d'irradiation doivent être remis à un organisme régulièrement autorisé pour procéder à leur élimination.

**Article 6.1.5. Cessation de paiement**

Au cas où l'entreprise devrait se déclarer en cessation de paiement entraînant une phase d'administration judiciaire ou de liquidation judiciaire, l'exploitant informera sous quinze jours le service instructeur de la présente autorisation et le préfet de département.

**Article 6.2. Dispositions organisationnelles**

**Article 6.2.1. Gestion des sources radioactives**

Toute cession et acquisition de radionucléides sous forme de sources scellées ou non scellées, de produits ou dispositifs en contenant, doit donner lieu à un enregistrement préalable auprès de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire, suivant un formulaire délivré par cet organisme.

Afin de prévenir tout risque de perte ou de vol, l'exploitant met en place un processus systématique et formalisé de suivi des mouvements de sources radioactives qu'il détient, depuis leur acquisition jusqu'à leur cession ou leur élimination ou leur reprise par un fournisseur ou un organisme habilité. Ce processus doit notamment permettre à l'exploitant de justifier en permanence de l'origine et de la destination des radionucléides présents dans son établissement.

L'inventaire des sources mentionne les références des enregistrements obtenus auprès de l'Institut de radioprotection et sûreté nucléaire (IRSN).

Afin de consolider l'état récapitulatif des radionucléides présents dans l'établissement, le titulaire effectue périodiquement un inventaire physique des sources au moins une fois par an ou, pour les sources qui sont fréquemment utilisées hors de l'établissement au moins une fois par trimestre.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document à jour indiquant notamment pour chaque source :

- ses caractéristiques,
- sa localisation,
- l'appareil contenant cette source,
- les résultats des contrôles prévus aux articles R 4452-12 et R 4452-13 du code du travail.

Pour l'enregistrement de mouvement et le suivi des inventaires de sources :

Unité d'expertise des sources
IRSN/DRPH/SER
BP 17 - 92262 Fontenay-aux-roses

**Article 6.2.2. Personne responsable**

Dès notification du présent arrêté, et en application de l'article L. 1333-4 du Code de la Santé Publique, l'exploitant désigne une personne physique directement responsable de l'activité nucléaire autorisée.

Le nom de la personne responsable et changement de celle-ci devront être obligatoirement être déclarés au préfet de département, à l'inspection des installations classées et à l'IRSN dans les meilleurs délais.

Cette désignation ne dispense pas l'exploitant de la nomination d'au moins une personne compétente en radioprotection en application de l'article R 4456-1du code du travail, après avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel.

**Article 6.2.3. Bilan périodique**

L'exploitant est tenu de réaliser et de transmettre à l'inspection des installations classées tous les 5 ans un bilan relatif à l'exercice de son activité nucléaire en application de la présente autorisation. Ce bilan comprend a minima :

- l'inventaire des sources radioactives et des appareils émettant des rayonnements ionisants détenus dans son établissement ;
- les rapports de contrôle des sources radioactives et des appareils en contenant prévus à l'article R. 4452-12 du code du travail et R. 1333-11 du code de la santé ;
- les résultats des contrôles prévus à l'article 1.3. du présent arrêté.

**Article 6.2.4. Prévention contre le vol, la perte ou la détérioration et consignes en cas de perte, de vol ou détérioration**

Les sources radioactives sont conservées et utilisées dans des conditions telles que leur protection contre le vol ou la perte soit convenablement assurée. En dehors de leur utilisation, elles sont notamment stockées dans des locaux, des logements ou des coffres appropriés fermés à clé dans les cas où elles ne sont pas fixées à une structure inamovible. L'accès à ces locaux, logements ou coffres est réglementé.

Tout vol, perte ou détérioration de substances radioactives, tout accident (événement fortuit risquant d'entraîner un dépassement des limites d'exposition fixées par la réglementation) doit être déclaré par l'exploitant impérativement et sans délai au préfet du département ainsi qu'à l'inspection des installations classées et à l'IRSN.

Remarque : En cas d'incidents, pertes, vols : Formulaire de déclaration à envoyer à l'IRSN : fax n° 01 46 54 50 48

Le rapport mentionne la nature des radioéléments, leur activité, les types et numéros d'identification des sources scellées, le ou les fournisseurs, la date et les circonstances détaillées de l'événement.

### Article 6.3. Protection contre l'exposition aux rayonnements ionisants

L'installation est conçue et exploitée de telle sorte que les expositions résultant de la détention et de l'utilisation de substances radioactives en tout lieu accessible au public soient maintenues aussi basses que raisonnablement possible.

En tout état de cause, la somme des doses efficaces reçues par les personnes du public du fait de l'ensemble des activités nucléaires ne doit pas dépasser 1 mSv/an.

Le contrôle des débits de dose à l'extérieur de l'installation et dans les lieux accessibles au public, dans les diverses configurations d'utilisation et de stockage des sources, ainsi que la contamination radioactive des appareils en contenant est effectué à la mise en service puis au moins une fois par an, par un organisme tiers agréé à cet effet. Les résultats de ces contrôles sont consignés sur un registre qui devra être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 6.3.1. Signalisation des lieux de travail et d'entreposage des sources radioactives

Des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité (plan du local avec localisation de(s) la source(s) et caractéristiques et risques associés de(s) la source(s)) sont placés d'une façon apparente, à l'entrée des lieux de travail et de stockage des sources. Ces disposition doivent éviter qu'une personne non autorisée ne puisse pénétrer de façon fortuite à l'intérieur de cette zone.

En cas d'existence d'une zone réglementée délimitée en vertu de l'article R 4452.1 du code du travail, la signalisation est celle de cette zone.

#### Article 6.3.2. Consignes de sécurité

L'exploitant identifie les situations anormales (incident ou accident) pouvant être liées à l'utilisation des substances radioactives par le personnel de son établissement. En conséquence, il établit et fait appliquer des procédures en cas d'événements anormaux.

Des consignes écrites, indiquent les moyens à la disposition des opérateurs (nature, emplacement, mode d'emploi) pour :

- donner l'alerte en cas d'incident,
- mettre en œuvre les mesures de protection contre les expositions interne et externe,
- déclencher les procédures prévues à cet effet.

Ces consignes sont mises à jour autant que de besoin et révisées au moins une fois par an.

Chaque situation anormale doit faire l'objet d'une analyse détaillée par l'exploitant. Cette analyse est ensuite exploitée pour éviter le renouvellement de l'événement. L'analyse de l'événement ainsi que les mesures prises dans le cadre du retour d'expérience font l'objet d'un rapport transmis aux autorités administratives compétentes.

En cas d'incendie concernant ou menaçant des substances radioactives, les services d'incendie appelés à intervenir sont informés du plan des lieux, des voies d'accès et des emplacements des différentes sources radioactives, des stocks de déchets radioactifs ainsi que des produits extincteurs recommandés ou proscrits pour les substances radioactives présentes dans le local.

Le plan d'urgence interne ou, le cas échéant, le plan d'opération interne, prend en compte les incidents ou accidents liés aux sources radioactives ou affectant les lieux où elles sont présentes.

Il doit prévoir l'organisation et les moyens destinés à faire face aux risques d'exposition interne et externe aux

rayonnements ionisants de toutes les personnes susceptibles d'être menacées.

**Article 6.3.3. Dispositions relatives aux appareils contenant des radionucléides**

Les appareils contenant les sources doivent porter extérieurement, en caractères très lisibles, indélébiles et résistants au feu, la mention radioactive, la dénomination du produit contenu, son activité maximale exprimée en Becquerels, et le numéro d'identification de l'appareil. La gestion des sources, conformément au paragraphe 1.2.1 du présent arrêté, doit permettre de retrouver la source contenue dans chaque appareil.

L'exploitant met en place un suivi des appareils contenant des radionucléides.

Ces appareils sont installés et opérés conformément aux instructions du fabricant. Ils sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'un entretien approprié et compatible avec les recommandations du fabricant et de la réglementation en vigueur. Le conditionnement de la (des) source(s) radioactive(s) doit être tel que son (leur) étanchéité soit parfaite et sa (leur) détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible.

En aucun cas, les sources ne doivent être retirées de leur logement par des personnes non habilitées par le fabricant.

Tout appareil présentant une défectuosité est clairement identifié. L'utilisation d'un tel appareil est suspendue jusqu'à ce que la réparation correspondante ait été effectuée et que le bon fonctionnement de l'appareil ait été vérifié. La défectuosité et sa réparation sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le registre présente notamment :
- les références de l'appareil concerné
- la date de découverte de la défectuosité
- une description de la défectuosité
- une description des réparations effectuées, et l'identification de l'entreprise / organisme qui les a accomplies,
- la date de vérification du bon fonctionnement de l'appareil, et l'identification de l'entreprise / organisme qui l'a vérifié.

**Article 6.4. Conditions particulières d'emploi de sources scellées**

Le conditionnement des sources scellées doit être tel que leur étanchéité soit parfaite et leur détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible.

L'exploitant est tenu de faire reprendre les sources scellées périmées ou en fin d'utilisation, conformément aux dispositions prévues à l'article R 1333-52 du code de la santé publique.

En application de l'article R. 1333-52 du code de la santé publique, une source scellée est considérée périmée au plus tard dix ans après la date du premier visa apposé sur le formulaire de fourniture sauf prolongation en bonne et due forme de l'autorisation obtenue auprès de la préfecture.

Lors de l'acquisition de sources scellées chez un fournisseur autorisé, l'exploitant veille à ce que les conditions de reprise de ces sources (en fin d'utilisation ou lorsqu'elles deviendront périmées) par le fournisseur soient précisées et formalisées dans un document dont il conserve un exemplaire.

Dispositions complémentaires concernant les installations à poste fixe et les lieux de stockage des sources :

Une isolation suffisante contre les risques d'incendie d'origine extérieure est exigée.

Les installations ne doivent pas être situées à proximité d'un stockage de produit combustibles (bois, papiers, hydrocarbures...). Il est interdit de constituer à l'intérieur de l'atelier un dépôt de matières combustibles.

Les portes du local s'ouvre vers l'extérieur et doivent fermer à clef. Une clef est détenue par toute personne responsable en ayant l'utilité (équipe d'intervention incluse).

## Article 7 : Dispositions applicables en cas d'infraction ou d'inobservations du présent arrêté

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

## Article 8 : Affichage

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

## Article 9 : Delai de recours

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

## Article 10 : Application

Monsieur le directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le maire de LA TALAUDIERE et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'éxéctution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le

25 MAI 2010

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick FE...

**Copie adressée à :**

- Monsieur le directeur Sté SARPI LA TALAUDIERE
Z.I La Chazotte
42350 LA TALAUDIERE

- Monsieur le maire de LA TALAUDIERE

- Monsieur l'inspecteur des installations classées – Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – Unité territoriale de la Loire

- Archives

-Chrono

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES ET EUROPEENNES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par : Odile PRACCA
E-mail : odile.pracca@loire.pref.gouv.fr
☎ 04.77.48.48.95

**Le Préfet**
**Chevalier de la Légion d'Honneur**
**Officier de l'ordre National du Mérite**

Dossier n° 98/8370
**Opération n° 2007/0476**

**VU** le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**VU** le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) et notamment son article 18 ;

**VU** l'arrêté d'autorisation du 27 octobre 2004 réglementant les activités de la **S.A.S. SARPI LA TALAUDIERE** (ex SARP INDUSTRIE RHONE ALPES MEDITERRANEE) à LA TALAUDIERE -Z.I. La Chazotte ;

**VU** le rapport de l'Inspecteur des installations classées en date du 14 mai 2007, établi au vu de l'évolution de l'exploitation, des déclarations effectuées par la société SARPI, et suite à la visite d'inspection du 25 octobre 2006, constatant la nécessité de modifier l'arrêté du 27 octobre 2004 susvisé ;

**VU** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques , au cours de sa séance du 2 juillet 2007 ;

**VU** l'absence d'observation émise par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis le 10 juillet 2007 ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à l'installation susvisée afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDERANT** que l'exécution des prescriptions complémentaires imposées par le présent arrêté devrait permettre l'exercice des activités de la société susvisée en compatibilité avec leur environnement ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

# A R R E T E

## ARTICLE 1 :

La société SAS **SARPI LA TALAUDIERE**, anciennement dénommée S.A. SARP INDUSTRIE RHONE-ALPES MEDITERRANNEE (SIRAM) située 461 rue Georges Sand ZI Molina La Chazotte 42350 LA TALAUDIERE, est autorisée à exploiter à cette même adresse une plate forme de transit, regroupement et pré traitement d'hydrocarbures usagés, déchets industriels et déchets dangereux des ménages.

Les activités sont classées comme suit :

| Nature de l'activité | Rubrique | Volume des activités | Classement |
|---|---|---|---|
| Centre de transit d'hydrocarbures usagés et de déchets industriels provenant d'installations classées avec pré-traitements et/ou regroupement de ces déchets dont : | 167 A<br>167 C | 1065m³ en cuves aériennes<br>9x75 m³ + 6x60 m³ + 30 m³<br>200 m³ * en fosse (boues de binotage et broyat) | A |
| - broyage des emballages souillés par 2 broyeurs de puissance installée de 230KW (200KW +30KW ) | | 8 zones de fûts et 2 bâtiments<br>soit 410 palettes au sol<br>(ou 820 sur 2 niveaux) | |
| - transit de déchets dangereux des ménages sans regroupement, | | 45 palettes au sol<br>(ou 90 sur 2 niveaux)<br>dans le bâtiment A3 | |
| - transit de déchets dangereux des ménages avec regroupement et/ou pré-traitement, | | | |
| - transit de déchets industriels liquides, solides et pâteux sans regroupement | | 203 palettes au sol<br>(ou 406 sur 2 niveaux)<br>dans le bâtiment A4 | |
| - transit de déchets industriels liquides, solides et pâteux avec regroupement, | | | |
| - transit de déchets industriels liquides, solides et pâteux avec pré-traitement, | | 8 zones de fûts (alvéoles C1 à C7 + bât. B1) soit<br>162 palettes au sol ou 324 sur 2 niveaux | |
| - déchets non radioactifs provenant d'installations nucléaires de base (transit, regroupement, pré traitement) | 2799 | | |
| - installation de pompage ( dépotages et transferts) | Installations connexes | 8 pompes de capacité comprise entre 20 à 60 m³/h | Non classé |

Le premier alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 19826 du 27 octobre 2004 est abrogé ainsi que le tableau des activités de cet arrêté précité.

## **ARTICLE 2** : Définition des activités

Le 1er paragraphe de l'article 2 – 2.1-définition des activités- est remplacé par :

Les activités comprennent :

- le transit de déchets dangereux des ménages et déchets industriels liquides, solides et pâteux sans regroupement
- le transit de déchets dangereux des ménages et déchets industriels liquides, solides et pâteux sans regroupement, et/ou pré-traitement

## **ARTICLE 3** : Registre d'opération

Le paragraphe de l'article 2- 9.2.5 est remplacé par :

« Pour les opérations de transformation qui ne permettent pas l'attribution d'identités initiales aux déchets sortants, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 29 juillet 2005, l'origine des déchets initiaux n'est pas spécifiée sur le bordereau émis par l'exploitant pour des déchets issus des opérations de regroupement et pré-traitement ».

## **ARTICLE 4** : Eaux de surface

Les deux premiers alinéas du paragraphe 5- 11.1 sont supprimés et remplacés par :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration suivante : sur un échantillon moyen de 24 h : DCO = 300 mg/l, DBO5 = 100 mg/l, MEST = 100 mg/l, hydrocarbures totaux = 10 mg/l. Le rejet sera effectué après passage dans un débourbeur déshuileur. Une analyse sera effectuée tous les 3 ans.
Le débit moyen autorisé à l'annexe 3 est accordé pour 55 m3/jr

## **ARTICLE 5** : Localisation des risques et zones de sécurité

Le deuxième alinéa du paragraphe « zone de risque d'atmosphère explosive – définition et délimitation » est supprimé.

La référence à l'arrêté du 9 novembre 1972 et aux zones de type I et II est supprimée.

L'exploitant est tenu de respecter la réglementation « ATEX » issue du code du travail article R.232-12-23 à R.232-12-29, et les arrêtés du 8 et 28 juillet 2003.

## **ARTICLE 6** :

Le dernier paragraphe –détection des fuites toxiques de l'article 2- 6.1.2. localisation des risques et zones de sécurité- est supprimé et remplacé par :

L'exploitant mettra en place une consigne de surveillance dont l'objectif est d'assurer une protection suffisante pour les zones à surveiller.

## **ARTICLE 7** : Conception des bâtiments et des installations

Le deuxième alinéa de l'article 2 : 6-1-3. Conception des bâtiments et des installations- est remplacé par :

Les bâtiments présentent la caractéristique de résistance au feu d'au moins une 1/2h pour les structures principales.

## **ARTICLE 8** : salle de contrôle

Le paragraphe « dispositif de conduite » cité à l'article 2- 6.2.2. concernant les arrêts d'urgence est supprimé.

## ARTICLE 9 :

La durée pour contenir un feu est portée à une ½ heure au lieu d'une heure dans le 3ème alinéa de l'article 2- 6.3.-moyen d'intervention.
La durée d'extinction d'un incendie sur la zone la plus défavorable du site est limitée à 20mn avec un taux d'application au moins égal à : 7 litres /m2 /minute. La quantité minimale d'émulseur disponible est supérieure ou égale à 3000 litres, la réserve d'eau de 30 m3 sera réalimentée en continu ,la solution moussante sera produite à une pression supérieure ou égale à 7 bars pour un débit minimal de 130m3/h.
Le canon à mousse mobile de débit 400l /mn équipé d'une réserve d'émulseur de 800l sera maintenu en parfait état de fonctionnement et prêt à être branché sur les poteaux incendie du site .

## ARTICLE 10:

L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2004 est abrogée.

## ARTICLE 11

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

## ARTICLE 12

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

## ARTICLE 13

M. le Secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le maire de LA TALAUDIERE et l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 31 JUIL. 2007

Pour le Préfet
et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Laurent BUCHAILLAT

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

Saint-Étienne, le 27 FEV. 2006

**DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES ET EUROPEENNES**

BUREAU
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par : Rolande MARIATTE
E-mail : rolande.mariatte@loire.pref.gouv.fr
☎ 04.77.48.48.91
**Dossier n° 98/8370**

28 FEV. 2006

Monsieur,

Par lettre du 30 janvier 2006, vous avez déclaré la reprise par **la S.A.S. SARPI LA TALAUDIERE** des activités exploitées par la **S.A. SARP INDUSTRIES RHONE ALPES MEDITERRANNEE** sur le territoire de la commune de LA TALAUDIERE - Z.I. Molina la Chazotte .

Je prends acte de cette déclaration et vous rappelle que cette installation est réglementée au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, par **l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2004** délivré au titre des rubriques 167a et 167c de la nomenclature dont les prescriptions demeurent applicables si les conditions de classement n'ont pas été notablement modifiées.

Je vous prie de croire, Monsieur , à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Préfet
et par délégation
Le Directeur des Actions
Interministérielles et européennes

Monique GIRARDON

**Monsieur le Directeur**
**S.A.S. SARPI LA TALAUDIERE**
**ZI La Chazotte**
**42350 - LA TALAUDIERE**

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES
ET EUROPEENNES

BUREAU
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par : Rolande MARIATTE
E-mail : rolande.mariatte@loire.pref.gouv.fr
☎ 04.77.48.48.91
Dossier n° 98/8370

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

**Le Préfet de la Loire**
**Chevalier de la Légion d'Honneur**
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Arrêté n° 19826**

**VU** le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**VU** le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) et notamment son article 18 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 8 décembre 1998 réglementant la plate forme de transit, de regroupement et de pré-traitement d'hydrocarbures usagers et d'autres déchets industriels exploitée par la **SA SARP INDUSTRIES RHONE ALPES MEDITERRANNEE** à LA TALAUDIERE - Z.I. Molina la Chazotte ;

**VU** le rapport de M. l'Inspecteur des installations classées en date du 2 août 2004 ;

**VU** l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène, au cours de sa séance du 4 octobre 2004 ;

**CONSIDERANT** que cette installation est soumise à autorisation et que les modifications intervenues ont nécessité une actualisation de l'autorisation administrative de cet établissement (modification des stockages, nouvelle codification des déchets...) ;

**CONSIDERANT,** suite à l'étude de sols fournie, qu'il convient d'assurer la surveillance des eaux souterraines, et de réaliser une étude détaillée des risques ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à l'installation susvisée afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDERANT** que l'exécution des prescriptions complémentaires imposées par le présent arrêté devrait permettre l'exercice des activités de la société susvisée en compatibilité avec leur environnement ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

# A R R E T E

## ARTICLE 1

1 - La **S.A. SARP INDUSTRIE RHONE ALPES MEDITERRANNEE** (**SIRAM**), dont le siège social est situé Montée des Pins – 13340 ROGNAC, est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de LA TALAUDIERE, Z.I. de Molina la Chazotte, une plate-forme de transit, regroupement et pré-traitement d'hydrocarbures usagés et autres déchets industriels.

.../...

Les activités sont classées comme suit :

| Nature de l'activité | Rubrique | Volume des activités |
|---|---|---|
| centre de transit d'hydrocarbures usagés et de déchets industriels provenant d'installations classées avec pré-traitements et/ou regroupement de ces déchets | 167 a<br>167 c | 1065m$^3$ en cuves aériennes<br>9x75 m$^3$ + 6x60 m$^3$ + 30 m$^3$<br>9 zones de fûts soit<br>342 palettes au sol ou 684 sur 2 niveaux |
| dont | | |
| - transit de déchets industriels liquides, solides et pâteux sans regroupement | | 9 zones de fûts soit<br>252 palettes au sol ou 504 sur 2 niveaux |
| - transit de déchets industriels liquides solides et pâteux avec regroupement | | |
| - transit de déchets industriels liquides solides et pâteux avec pré-traitements | | |
| - transit de Déchets Dangereux des Ménages sans regroupement | | 90 palettes au sol (ou 180 sur 2 niveaux) dans le bâtiment DDM) |
| - installation de pompage ( dépotages et transferts) | installations connexes | 8 pompes<br>capacités de 20 à 60 m$^3$/h |

**2 -** Les installations citées au paragraphe 1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'usine .

**3 -** L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

**4 -** Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet.

**5 -** Le présent arrêté abroge et remplace les dispositions de l'arrêté du 8 décembre 1998 réglementant l'ensemble des activités du site de LA TALAUDIERE.

.../...

# ARTICLE DEUX

## LES PRESCRIPTIONS DU PRÉSENT ARTICLE SONT APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT

## 1 - GÉNÉRALITÉS :

### 1.1 - Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de la LOIRE avec tous les éléments d'appréciation.

### 1.2 - Accidents ou incidents

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement sera déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées.

Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'Administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.

Un compte rendu écrit de tout accident ou incident sera conservé sous une forme adaptée.

### 1.3 - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées pourra demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant.

### 1.4 - Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

.../...

## 1.5 - Consignes

Les consignes prévues par le présent arrêté seront tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

## 1.6 - Clôtures et gardiennage

Le site sera entièrement clos et les accès seront fermés en dehors des heures de travail. L'exploitant organisera une surveillance des locaux et notamment des zones présentant des risques d'incendie, d'explosion ou de pollution accidentelle. A cette fin, une consigne sera établie sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.

## 1.7 - Cessation d'activité définitive

Lorsque l'exploitant mettra à l'arrêt définitif une installation classée, il adressera au Préfet de LOIRE, dans les délais fixés à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement et devra comprendre notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement,
- en cas de besoin, les modalités de mise en place de servitudes.

## 1.8 - Vente de terrains

En cas de vente des terrains sur lesquels une installation soumise à autorisation a été exploitée, l'exploitant est tenu d'en informer par écrit l'acheteur.

## 1.9 - Rapport annuel d'activité

Une fois par an, au cours du 1er trimestre calendaire, l'exploitant adressera au Préfet et au Maire de LA TALAUDIÈRE un rapport d'activité du centre relatif à l'année écoulée. Ce rapport devra être accompagné d'un dossier d'information établi dans les formes prévues par le décret n° 93.1410 du 29 décembre 1993.

.../...

## 1.10 - Commission locale d'information et de surveillance

Une commission d'information et de surveillance réunissant les différents acteurs concernés (élus, associations, exploitant, administrations) sera mise en place.

La composition de cette commission et les modalités de son fonctionnement seront fixées par le Préfet.

## 1.11 - Étude de Sol - Traitement des zones polluées

L'exploitant est tenu de réaliser un diagnostic approfondi et une étude détaillée des risques pour l'ensemble du site conformément au guide méthodologique version 0 de juin 2000 élaboré par le Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire en matière de gestion des sites pollués.

***Objectifs***
Pour réaliser cette étude, l'exploitant devra s'attacher les services d'un organisme qualifié à cet effet, dont le choix sera soumis à l'inspecteur des installations classées.

L'étude devra permettre d'évaluer l'impact du site sur la base d'une analyse des risques sur des cibles identifiées sur le site et dans son environnement immédiat, voire à plus longue distance en cas de risques importants vis à vis des milieux eaux superficielles et souterraines, et ainsi de définir les objectifs de réhabilitation qui permettront d'atteindre un niveau de risque acceptable pour l'usage préétabli du site et de son environnement.

***Contenu***
A l'issue du diagnostic approfondi et de l'évaluation détaillée des risques menés pour le site étudié, un rapport de synthèse des informations acquises et des résultats des évaluations sera remis à l'inspecteur des installations classées.

Ce rapport comprendra notamment les points suivants :

- la description du site dans son état actuel avec la localisation, l'identification et la caractérisation précise des sources de pollution,
- une présentation détaillée de la stratégie d'investigations,
- la description des campagnes d'échantillonnage et d'analyses,
- la justification du choix des cibles prises en considération pour les évaluations détaillées des risques (hommes, ressources en eaux, écosystèmes, biens matériels),
- les résultats des évaluations détaillées des risques pour chacune des cibles prises en considération, en précisant en particulier :
    - le choix des substances retenues,
    - les données toxicologiques utilisées,
    - la nature des sources d'exposition considérées dans le cadre de l'évaluation détaillée des risques pour la santé humaine,
    - les choix justifiés des scénarios d'exposition d'une part, des modèles retenus avec leurs hypothèses de calcul d'autre part,
    - les concentrations admissibles dans les milieux pour les différents scénarios étudiés.

.../...

- l'analyse détaillée des incertitudes,
- des conclusions et recommandations acceptées et validées par l'exploitant et portant sur la nécessité ou non d'une réhabilitation compte tenu de l'usage du site préétabli, la définition des objectifs de réhabilitation et le recensement des éventuelles actions complémentaires à engager dans le futur, notamment en terme de surveillance et de restrictions d'usage.

Un résumé non technique des études effectuées seront joint au rapport dont le contenu est détaillé ci -avant afin d'en faciliter la prise de connaissance par des personnes non averties. Celui-ci sera considéré comme public et pourra lui être communiqué sur simple demande.

***Echéancier***
Les prescriptions du présent arrêté devront respecter l'échéancier ci-dessous, à compter de sa notification :
- cahier des charges de l'étude : 1 mois,
- communication du rapport de l'étude diagnostic approfondie à l'inspecteur des installations classées et propositions pour l'évaluation détaillée des risques : 4 mois,
- communication du rapport de l'évaluation détaillée des risques : 9 mois.

***Frais***
Les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## 2 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION :

La plate-forme sera construite et exploitée conformément à la circulaire du 30 août 1985 sauf indication contraire explicitée dans le présent arrêté, en particulier les cuves de stockage pourront avoir un volume supérieur à $30m^3$.

### 2.1 - Définition des activités

Les activités comprennent :
- le transit de déchets industriels liquides, solides et pâteux sans regroupement,
- le transit de déchets industriels liquides solides et pâteux avec regroupement, et/ou pré-traitement
- le transit de déchets industriels liquides avec pré-traitement.

Au sens du présent arrêté :
- l'installation de transit est une installation dont l'activité est soit le stockage, soit le regroupement de déchets en vue de leur élimination dans un centre de traitement ou dans un centre d'enfouissement technique contrôlé,
- le stockage est l'immobilisation provisoire de déchets, sans mélange de déchets avec un autre, avec ou sans transvasement,

- le regroupement est l'immobilisation provisoire avec mélange de déchets de provenances différentes mais de natures comparables et compatibles,
- le reconditionnement est l'opération qui conduit à la modification du conditionnement initial du déchet, avec ou sans regroupement,
- le pré traitement est l'opération qui conduit à la modification de la composition chimique ou des caractéristiques physiques du déchet, et qui nécessite un traitement complémentaire (valorisation ou incinération).

## 2.2 - Descriptions des installations

Ces activités seront exercées dans les installations ci-après :
- une zone de stockage vrac comportant 16 citernes cylindriques verticales aériennes dans 5 cuvettes de rétention distinctes ;
- une fosse de binotage des résidus pâteux ;
- une zone de stockage de fûts et autres emballages sur palettes dans trois bâtiments couverts distincts comportant 7 travées, et un atelier de stockage et tri des déchets dangereux des ménages ;
- le tri des fûts et emballages, le dépotage des fûts, le traitement des fûts et le stockage des fûts vides seront également effectués dans des bâtiments couverts ;
- la zone de dépotage «vrac» sera couverte.

Outre les bureaux et un petit atelier, le site comportera :
- un laboratoire,
- une échantillotèque,
- une aire, couverte, de lavage des véhicules,
- une bascule.

## 2.3 - Quantités de déchets pouvant être stockés en fonction de leur nature

| | |
|---|---|
| Huiles solubles et assimilés | 3x75 $m^3$ = 225 $m^3$ |
| Solvants (transit avec traitement de déchets industriels compatibles) | 6x60 $m^3$ = 360 $m^3$ |
| Pré traitement de concentrats huileux et hydrocarbures (additifs + décantation) | 2x75 $m^3$ = 150 $m^3$ |
| Hydrocarbures prétraités | 3x75 $m^3$ = 225 $m^3$ |
| Boues | 135 $m^3$ dont 30 $m^3$ de binotage |
| Déchets industrielles liquides, solides ou pâteux conditionnés | 342 palettes au sol |

.../...

* NB : Définition de l'unité de stockage exprimée en palette : les conditionnés sont rangés sur palettes pouvant recevoir :

- soit 4 fûts de 200 litres,
- soit 1 conteneur,
- soit 1 caisse palette de petits conditionnements,
- soit 9 bonbonnes de 30 litres,
- soit 1 big-bag.

## 2.4 - Déchets admissibles

Ils sont listés dans l'**annexe 1** jointe au présent arrêté.

## 2.5 - Déchets interdits

Tous autres produits que ceux visés à l'article 2.4 et, en particulier les produits suivants, ne seront pas acceptés sur la plate-forme :

- les gaz, y compris les gaz combustibles liquéfiés,(*)
- les liquides particulièrement inflammables, (*)
- les rebuts d'utilisation d'explosifs et les déchets à caractère explosif
- les produits radioactifs,
- les déchets de laboratoire concernés par la rubrique 18 de la nomenclature des déchets (*)
- les déchets solides contaminés par des germes pathogènes provenant des établissements hospitaliers et assimilés,
- les peroxydes,(*)
- les déchets contenant des polychlorobiphényls,(*)
- et, d'une manière générale, tous déchets ou produits non identifiables ou non identifiés ou ne correspondant pas aux possibilités techniques du centre ou à celles des filières d'élimination.

Sont considérés par la Nomenclature des Installations Classées, comme liquides particulièrement inflammables, «l'oxyde d'éthyle, le sulfure de carbone et tous liquides dont le point d'éclair est inférieur à 0° C et dont la pression de vapeur à 35° est supérieure à 1013 millibars».

Les déchets marqués (*) sont cependant admissibles en transit simple (sans regroupement ni pré traitement).

.../...

## 2.6- Autres activités

Avant sa mise en œuvre, le traitement des fûts vides (broyage, pressage, etc...) fera l'objet de l'information prévue à l'article 20 du décret modifié n° 77.1133 du 21 septembre 1977 et, s'il y a lieu, d'une procédure complémentaire avant mise en service.

***Traitement des emballages souillés***
Les unités de traitement des emballages souillés consistent à trier les emballages suivant leur type et la nature du déchet qu'ils ont contenu, puis à orienter chaque emballage vers la filière de traitement adaptée.

L'unité de revalorisation matière consiste à effectuer les opérations suivantes :
- pompage de l'emballage
- lavage du contenant
- égouttage
- pressage du fût
- poinçonnage pour évacuer les résidus d'eau de lavage
- expédition vers un centre de revalorisation matière.

L'unité de broyage consiste en les opérations suivantes :
- pompage de l'emballage
- égouttage
- broyage
- expédition vers un centre d'incinération

## 2.7 - Admission des déchets

### *2.7.1- Principe :*

Aucun déchet ne pourra être reçu sur le centre s'il n'a pas fait l'objet d'une procédure d'acceptation préalable sauf circonstances exceptionnelles que l'exploitant devra être en mesure de justifier.

La procédure d'acceptation préalable a pour objet de déterminer pour un déchet d'un producteur donné :
- s'il peut être reçu sur le centre,
- les opérations qui lui seront appliquées sur le site,
- la ou les filières de traitement finales.

Hormis les échantillons, il est interdit à l'exploitant de recevoir des déchets qui ne seraient pas accompagnés du bordereau de suivi.

.../...

### *2.7.2- Identification et analyses préalables :*

Pour se prononcer sur l'acceptabilité d'un déchet, l'exploitant devra disposer au moins d'une fiche d'identification, dont il lui appartiendra de définir le modèle, dûment remplie et visée par le producteur. Cette fiche comprendra notamment l'origine et la nature du déchet, son mode de conditionnement, ses principales caractéristiques et les risques qu'il présente ; une codification de déchet conforme à la nomenclature nationale sera par ailleurs indiquée.

Si après examen des renseignements ci-dessus, l'exploitant les estime insuffisants pour prononcer l'admission, il devra procéder par lui-même ou faire procéder par le producteur à toutes les investigations nécessaires, y compris en cas de besoin en faisant analyser lui-même les échantillons qu'il aura réclamés au producteur.

Pour les déchets devant être prétraités, une vérification de la compatibilité du déchet avec la filière prévue sera effectuée.

### *2.7.3- Certificat d'acceptation :*

Quand l'exploitant aura jugé qu'il peut admettre les déchets, compte tenu notamment des prescriptions du présent arrêté, de l'équipement de son centre et des filières d'élimination dont il dispose, il notifiera par écrit au producteur son accord pour l'admission en lui délivrant un certificat d'acceptation numéroté. Ce document précisera la nature des opérations à effectuer, la (ou les) destination (s) finale (s) prévue (s) et la durée de validité du certificat qui pourra excéder deux ans.

Le renouvellement des certificats d'acceptation se fera à l'issue d'une nouvelle procédure d'acceptation.

### *2.7.4- Réception des déchets :*

#### *2.7.4.1- Consignes :*

L'exploitant établira une procédure écrite et rédigera des consignes définissant les modalités de réception des déchets. Cette procédure et ces consignes ainsi que leurs mises à jour seront tenues à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

#### *2.7.4.2- Examen du chargement :*

A l'arrivée des déchets sur le centre, les opérations suivantes seront conduites au poste de contrôle préalablement au déchargement :

- pesée des déchets,
- examen visuel du chargement,
- compatibilité du chargement avec le bordereau de suivi et avec le certificat d'acceptation préalable,
- contrôle de la radioactivité.

Le véhicule sera ensuite dirigé vers l'aire de déchargement correspondant à la nature prévue des déchets.

***2.7.4.3- Contrôle des déchets :***
Avant dépotage, l'exploitant sera tenu d'effectuer des analyses de contrôle. La nature et la fréquence de ces analyses dépendront du type de déchet, des quantités livrées et du traitement prévu.
L'exploitant prélèvera un échantillon par lot significatif d'un même producteur de tout arrivage et l'archivera deux mois.

***2.7.4.4- Etiquetage des fûts :***
Après identification et acceptation, les emballages seront étiquetés (ou marqués et rapidement ventilés sur les aires de stockage en attente de traitement, correspondant à la nature des produits contenus.
Les emballages devront comporter au minimum les informations suivantes :

- la nature du produit,
- le numéro d'acceptation,
- la date de réception,
- un code couleur correspondant à la filière de traitement prévu.

Toute indication qui pourrait prêter à confusion sur le contenu sera supprimée.
A défaut la référence informatisée devra permettre de retrouver ces informations.

***2.7.5- Refus de prise en charge :***

Tout refus de prise en charge d'un déchet sera signalé dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des Installations Classées. A cet effet, l'exploitant précisera par écrit la date du refus, les références du producteur, la nature du déchet et son code, les références du transporteur, le conditionnement, la quantité, le motif de refus et le lieu de destination ultérieure.

***2.7.6- Contrôle inopinés :***

L'inspecteur des Installations Classées pourra procéder ou faire procéder à tout moment à des prélèvements et des analyses sur les déchets entrant sur le site.

Les frais de ces prélèvements et analyses seront à la charge de l'exploitant.

En tout état de cause, un contrôle inopiné mis en place, comportant six séances de prélèvements d'une durée minimale de quatre heures , fera l'objet d'une convention dont les termes seront soumis à l'Inspecteur des Installations Classées ainsi que le choix de l'organisme chargé des prélèvements et analyses.

***2.7.7- Dossier déchets :***

L'exploitant tiendra à jour et à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pour chaque client et pour chaque déchet autorisé, un dossier ou un enregistrement informatique où ils seront archivés :

- la fiche d'identification initiale ainsi que les analyses, qui auront pu être effectuées avant la délivrance de l'acceptation,

.../...

- le certificat d'acceptation préalable,
- les résultats des contrôles effectués lors des réceptions,
- les bordereaux de suivi,
- les observations faites sur les déchets et les incidents ou accidents auxquels ils auraient donné lieu.

Dans le cas d'enregistrements informatisés, une procédure détaillée concernant les synthèses informatisées de gestion de la totalité des mouvements des déchets sera mise en place. Cette procédure intègrera le mode de sauvegarde des informations et l'accès à ces informations ainsi que les délais de maintien des archives qui ne devront pas être inférieurs à 3 ans.

## 2.8- Expédition des déchets :

### *2.8.1-* Principe *:*

Aucun lot de déchets ne pourra être expédié sur un centre de traitement ou un centre d'enfouissement technique qu'il n'a pas fait l'objet d'une procédure d'acceptation préalable sauf circonstances exceptionnelles que l'exploitant devra être en mesure de justifier.

Il est interdit à l'exploitant d'expédier des déchets qui ne seraient pas accompagnés du bordereau de suivi.

### *2.8.2-* Consignes *:*

L'exploitant établira une procédure écrite et rédigera des consignes définissant les modalités d'évacuation des déchets. Cette procédure et ces consignes ainsi que leurs mises à jour seront tenues à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

### *2.8.3- Echantillonnage :*

L'exploitant prélèvera un échantillon significatif de tout lot de déchets expédiés et l'archivera deux mois après leur départ.

### *2.8.4- Elimination :*

L'élimination des déchets, y compris ceux qui sont générés par l'établissement lui-même, devra être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre du Code de l'Environnement (Titre 1er du Livre V ) relatif aux Installations Classées. L'exploitant devra être en mesure de justifier le respect de cette prescription.

.../...

- L'exploitant s'assurera en fonction de la nature des déchets que les filières de traitement retenues sont adaptées à une bonne élimination et définira, le cas échéant, le cahier des charges spécifique à l'élimination de certains de ces déchets en liaison avec l'éliminateur.

- L'Inspecteur des Installations Classées pourra interdire certains modes d'élimination entraînant des dangers ou inconvénients supérieurs à ceux présentés par d'autres procédés disponibles, soit prescrire la mise en œuvre de modalités particulières d'élimination.

### *2.8.5- Contrôles des véhicules :*

L'exploitant s'assurera que les transporteurs, collecteurs dont il emploie les services, respectent les règles de l'art en matière de transport et que les véhicules sont notamment conformes aux prescriptions du règlement sur le transport des matières dangereuses et à toute réglementation spécifique en la matière. Il refusera tout véhicule ne présentant pas les garanties suffisantes pour la protection de l'environnement.

### *2.8.6- Refus de prise en charge :*

Tout refus de prise en charge d'un lot de déchets prononcé par le destinataire sera signalé dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des Installations Classées.

A cet effet, l'exploitant précisera par écrit la date du refus, la nature du déchet et son code, les références du transporteur, le conditionnement, la quantité, le motif de refus et les dispositions prises pour remédier au problème rencontré.

### *2.8.7- Contrôles inopinés :*

L'Inspecteur des Installations Classées pourra procéder ou faire procéder à tout moment à des prélèvements et des analyses sur les déchets stockés sur le site en attente de leur expédition.

Les frais de ces prélèvements et analyses seront à la charge de l'exploitant.

### *2.8.8- Dossier déchets :*

L'exploitant tiendra à jour et à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, pour chaque filière de traitement, un dossier ou un enregistrement informatique où seront archivés :

- le dossier d'acceptation préalable établi contractuellement avec le destinataire,
- les résultats des contrôles effectués par l'exploitant sur les lots expédiés,
- les bordereaux de suivi,
- les observations formulées par le destinataire et les incidents ou accidents auxquels ils auraient donné lieu sur le centre de traitement.

.../...

## 2.9- Comptabilité des déchets et information des producteurs et éliminateurs:

L'ensemble des registres cités ci-après vise à assurer une gestion claire et transparente des déchets reçus sur le centre. Afin de faciliter leur tenue et leur mise à jour journalière, un système informatisé de type «code barre» ou équivalent sera mis en place dans les meilleurs délais et devra permettre d'identifier tout conditionnement de déchets présent sur le centre.

### *2.9.1- Activités de transit et de regroupement :*

L'exploitant tiendra à jour les registres suivants :

***2.9.1.1- Registre des entrées :***
Chaque réception de déchets fera l'objet d'un enregistrement précisant :
- la date d'arrivée,
- le numéro d'acceptation,
- les références du producteur,
- la nature du déchet complété avec le code de la nomenclature nationale,
- la quantité du déchet,
- les références du transporteur,
- le conditionnement (type et nombre),
- les résultats des tests ou analyses de réception (ou la référence de la fiche d'analyse),
- le lieu de stockage et la destination finale du déchet.

***2.9.1.2- Registre des sorties :***
Chaque sortie de déchet fera l'objet d'un enregistrement précisant :
- la date de sortie,
- la nature du déchet complété avec le code de la nomenclature nationale,
- la quantité
- les références du transporteur,
- le conditionnement (type et nombre),
- les références de l'éliminateur destinataire,
- l'origine de chaque déchet composant le chargement,
- les éventuels incidents.

***2.9.1.3- Registre d'opération ou journal :***
Pour tout regroupement de déchets, l'exploitant notera :
- la date,
- la nature,
- la quantité et l'origine des déchets mélangés,

et tiendra une comptabilité précise de la gestion des cuves.

***2.9.1.4***- A la réception des déchets, l'exploitant visera le bordereau de suivi de déchets industriels.

### *2.9.2- Activités de pré traitement :*

L'exploitant tiendra à jour les registres suivants :

.../...

*2.9.2.1- Registre des entrées :*

Chaque réception de déchets fera l'objet d'un enregistrement précisant :

- la date d'arrivée,
- le numéro d'acceptation,
- les références du producteur,
- la nature du déchet complété avec le code de la nomenclature nationale,
- la quantité du déchet,
- les références du transporteur,
- le conditionnement (type et nombre),
- les résultats des tests ou analyses de réception (ou la référence de la fiche d'analyse),
- le lieu de stockage, le mode de prétraitement et la destination finale envisagée du déchet.

*2.9.2.2- Registre des sorties :*

Chaque sortie de déchet fera l'objet d'un enregistrement précisant :

- la date de sortie,
- la nature du déchet complété avec le code de la nomenclature nationale,
- la quantité du chargement,
- les références du transporteur,
- les références de l'éliminateur destinataire,
- le mode de pré traitement,
- les éventuels incidents.

*2.9.2.3- Registre d'opération ou journal :*

Chaque opération effectuée sur les déchets sera notée. La cohérence en terme de bilan en matière des déchets entrées et sorties sera vérifiée par l'exploitant.

***2.9.2.4***- Les opérations de pré traitement au sens du point 2.1 susvisé seront limitées aux déchets devant faire l'objet d'un traitement final dans les installations classées régulièrement autorisées au titre de la rubrique 167 c ou les installations de valorisation autorisées.

***2.9.2.5*** – Pour les opérations de pré traitement qui ne permettent pas l'attribution d'identités initiales aux déchets sortants. Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 4 janvier 1985, l'origine des déchets initiaux n'est pas spécifiée sur le bordereau émis par l'exploitant pour des déchets issus des opérations de pré-traitement.

***2.9.3*** - L'exploitant adressera à l'Inspecteur des Installations Classées une copie des registres visés ci-dessus dans le mois suivant la fin de chaque trimestre calendaire.

***2.9.4*** - L'exploitant mettra en œuvre des outils de gestion permettant une exploitation informatique des registres et une communication de ceux-ci, sous forme de fichiers informatiques exploitables, à l'administration de contrôle.

.../...

## 3 - BRUIT ET VIBRATIONS

**3.1** - Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

**3.2** - Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.(copie ci-jointe).

**3.3** - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

**3.4** - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

**3.5-** Niveaux de bruits limites en (dB(A))

Le tableau ci-après fixe :

- Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété pour les différentes périodes de la journée
- les émergences maximales admissibles dans les zones à émergence réglementée telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

| Période | Niveaux limites admissibles | Emergences admissibles |
|---|---|---|
| Jour : 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés | 60 dB(A) | + 5 dB(A) |
| Nuit : 22h00 à 6h et dimanches et jours fériés | 50 dB(A) | + 3 dB(A) |

**3.6** – La mesure des émissions sonores est faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

L'inspecteur des installations classées pourra imposer à l'exploitant de faire réaliser, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées.

.../...

**3.7** - Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gène éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## 4 - POLLUTION ATMOSPHERIQUE

### 4.1. - Généralités

Les installations doivent être conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère. Ces installations doivent, dans toute la mesure du possible, être captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets soient conformes aux dispositions du présent arrêté.

### 4.2 – Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées seront prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur facilité.

### 4.3 – Installations de traitement

Les installations de traitement des effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

### 4.4 – Conduits d'évacuation

La forme des conduits d'évacuation à l'atmosphère, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés en fonctionnement normal des installations.

.../...

### 4.5 – Installations de combustion

Les installations de combustion sont remplacés par des appareils de production de chaleur utilisant comme énergie l'électricité. Le site ne contient plus dans son périmètre de conduite de transport de gaz dans l'objectif de réduire les risques incendie.

### 4.6 – Contrôle à l'émission

L'inspecteur des installations classées pourra demander, à tout moment, la réalisation de prélèvements et analyses des effluents gazeux émis à l'atmosphère.

Les frais de ces opérations seront à la charge de l'exploitant.

Le bilan des émissions des composés organiques volatils de l'ensemble du site, établi en 2002 sera mis à jour dans les deux ans et transmis à l'inspecteur des installations classées.

## 5 – POLLUTION ACCIDENTELLE DES EAUX

### 5.1 – Alimentation en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération et le lavage des effluents gazeux en circuit ouvert sont interdits.

### 5.2- Alimentation en eau

#### *5.2.1- Prélèvements*

Les points et conditions de prélèvement des eaux dans le milieu naturel industriel pour usage , hors réseau incendie, sont interdits.

#### *5.2.2- Protection des eaux*

En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de dis connexion.

.../...

### *5.2.3 - Dispositif de mesures*

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

## 5.3- Collecte des effluents liquides

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées.

Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être respectée en raison des caractéristiques des produits transportés, ils devront être visitables ou explorables par tout autre moyen. Les contrôles de leur bon fonctionnement effectués selon une périodicité annuelle donneront lieu à compte rendu écrit.

## 5.4 - Traitement des effluents liquides

### *5.4.1 - Eaux vannes*

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

### *5.4.2 - Eaux pluviales*

Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants, doivent être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits.

De plus, lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, etc... ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, un réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales (soit 10 mm d'eau).

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si nécessaire après traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.

.../...

*5.4.3 - Eaux industrielles résiduaires issues des nettoyages*

Les eaux résiduaires proviennent des activités suivantes : eaux de lavage des camions, des fûts, eaux du laboratoire, égouttures et effluents de lavage récupérés dans les diverses unités : sols, puisards, poste de dépotage....

Les installations de traitement sont correctement conçues, exploitées, surveillées et entretenues. La dilution des effluents ne doit en aucun cas, constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

**5.4.3.1.** Tout rejet dans le sol et dans le réseau collectif d'assainissement d'eaux résiduaires industrielles, même traitées, direct ou indirect, total ou partiel, est interdit.

**5.4.3.2.** Ces effluents seront traités comme des déchets et éliminés dans des installations collectives habilitées à cet effet.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

*5.4.4. Eaux de refroidissement*

Les eaux servant au refroidissement ou au chauffage de produits toxiques devront obligatoirement circuler en circuit fermé.

**5.5 - Qualité des effluents**

***5.5.1*** - Les effluents ne devront pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet.

Ils ne devront pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.

***5.5.2*** - Les valeurs limites des rejets aqueux : débit, concentration et flux, sont fixées dans l'annexe 3 du présent arrêté, qui précise en outre les modalités des contrôles (périodicité, transmission des mesures à l'inspection des installations classées).

**5.6 - Conditions de rejet**

***5.6.1*** - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

**5.6.2** - Les rejets directs ou indirects dans les eaux souterraines sont interdits selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

.../...

**5.6.3 -** Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

## 5.7 – Points de rejets

**5.7.1** – Les points de rejet des eaux résiduaires au réseau de collecte d'eaux pluviales de la zone d'activité non raccordé à une station d'épuration devront être conçus pour isoler les eaux pluviales de toiture du rejet des autres effluents.

**5.7.2** – Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fera en accord avec le gestionnaire du réseau ; une convention préalable sera passée.

**5.7.3** – Les dispositifs de rejets devront être aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans de bonnes conditions.

## 5.8 - Surveillance des rejets

Afin de vérifier le respect des valeurs limites fixées par le présent arrêté, les points de rejet sont équipés de dispositifs permettant de réaliser, de façon sûre, accessible et représentative :

- des prélèvements d'échantillons,
- des mesures directes.

***Conservation des échantillons, limitations des analyses, contrôle des eaux pluviales***
Par période de 24 heures est prélevé un échantillon de 4 litres au moins, représentatif des caractéristiques moyennes de l'effluent rejeté durant cette période ; cet échantillon est conservé à 4° C pendant 7 jours, à la disposition de l'inspection des installations classées, dans un récipient fermé sur lequel sont portées les références du prélèvement.

A la demande de l'exploitant et après accord de l'inspection, on pourra limiter les analyses aux dosages des éléments les plus caractéristiques de la pollution émise par l'établissement.

Eaux pluviales : Nonobstant les contrôles prévus ci-dessus, un prélèvement annuel est effectué sur les eaux pluviales; les éléments à analyser sont fixés d'un commun accord entre l'exploitant et l'inspection.

.../...

## 5.9 - Prévention des pollutions accidentelles

**5.9.1 -** L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

### 5.9.2- Stockages

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident, ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions définies dans l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.

### 5.9.3 - *Manipulation et transfert*

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les canalisations de fluides dangereux ou insalubres sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir, elles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

.../...

### 5.9.4.- *Bassin de confinement*

Les installations comportant des stockages de produits ou substances visées par l'annexe II de l'article 12 arrêté 2 février 98 en quantité supérieure à 20 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il aura une capacité minimale de 150 $m^3$ Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.

Le bassin doit être maintenu, en temps normal, au niveau le plus bas techniquement admissible.

## 5.10 - Conséquences des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle, l'exploitant doit être en mesure de fournir les renseignements dont il dispose, permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune et la flore ainsi que les ouvrages exposés à cette pollution.

Ces renseignements concernent notamment

- la toxicité et les effets des produits rejetés,
- leur évolution et conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune, ou la flore exposées à cette pollution,
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

## 5.11 - Surveillance des effets dans l'environnement

### *5.11.1 - Eaux de surface*

L'exploitant réalise ou fait réaliser des prélèvements en aval de son rejet en s'assurant qu'il y ait un bon mélange de son effluent avec les eaux du cours d'eau et fait des mesures des différents polluants rejetés en quantité notable par son installation à une fréquence au moins trimestrielle (cf. art 64. arrêté 2 février 1998).

.../...

Pour les rejets de substances susceptibles de s'accumuler dans l'environnement, l'exploitant réalise ou fait réaliser au moins une fois par an des prélèvements et des mesures dans les sédiments, la flore et la faune aquatique.

Ces dispositions peuvent être étendues aux rejets d'autres substances ou à des rejets inférieurs à ces seuils lorsque la nature de l'activité ou les conditions locales le rendent nécessaire.

Les résultats de ces mesures sont envoyés à l'inspection des installations classées dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.

#### *5.11.2 - Eaux souterraines*

Les installations présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, les dispositions suivantes sont mises en place :

- deux puits, au moins, sont implantés en aval de l'usine ; la définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique,
- deux fois par an, au moins, le niveau piézomètrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe,
- l'eau prélevée fait l'objet de mesures des principales substances susceptibles de polluer la nappe compte tenu de l'activité de l'installation. Les résultats de mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.

Des piézomètres supplémentaires seront mis en place en fonction des résultats de l'Etude Détaillée des Risques, si nécessaire.

## 6 – SÉCURITÉ :

### 6.1 - Dispositions générales

#### *6.1.1 - Contrôle de l'accès*

Des dispositions matérielles et organisationnelles (clôture, fermeture à clef, gardiennage,...) interdisent l'accès libre aux installations, notamment en dehors des heures de travail.

**Clôture, gardiennage, astreinte**
L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
Un gardiennage est assuré en permanence. En dehors des heures de travail, des rondes de surveillance sont organisées. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.
Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus, et reçoit à cet effet une formation particulière.

.../...

Il est équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte.

Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux y compris durant les périodes de gardiennage.

### *6.1.2 - Localisation des risques et zones de sécurité*

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties, dites zones de sécurité, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Il tient à jour un plan de ces zones.

Les zones de sécurité sont signalées et la nature du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones et si nécessaire rappelées à l'intérieur.

En particulier dans les zones de risques incendie et atmosphère explosible, l'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité.

**Zone de risque d'atmosphère explosive - Définition et délimitation**
Les zones de risque explosion comprennent les zones où un risque d'atmosphère explosive peut apparaître, soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.
Elles comprennent les zones de type I et II telles que définies par les règles d'aménagement des dépôts d'hydrocarbures liquides et liquéfiés (arrêté du 9 novembre 1972).
Les installations comprises dans les zones de risque d'atmosphère explosible sont conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion et à en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement.

**Surveillance et détection dans les zones de sécurité**
Les zones de sécurité sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.
La surveillance d'une zone de sécurité ne doit pas reposer que sur un seul point de détection.
L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.
L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et déterminera les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.

.../...

Les détecteurs et leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information sont alarmés en cas de défaillance. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive.
En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.

*Détection incendie :*
Les locaux comportant des zones de risques incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie ou de tout autre système de surveillance approprié.
Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse.

*Détection gaz :*
En complément des prescriptions générales sur la détection, les détecteurs gaz sont du type à deux seuils d'alarme fonction d'un pourcentage de la limite inférieure d'explosivité des atmosphères explosives qui risquent de se former. Lorsque celles-ci comportent des produits différents, l'étalonnage est effectué à partir de la limite inférieure d'explosivité du produit le plus sensible présent.

*Détection fuite toxique*
L'ensemble fixe de détection est disposé de façon à assurer à la fois:
- une détection au plus près des sources potentielles de fuites, de façon à repérer les anomalies sans conséquence notable sur le voisinage de l'unité (détecteurs de proximité),
- une détection en périphérie de la zone à surveiller, caractérisant une forte fuite (détecteurs d'ambiance).

### *6.1.3 - Conception des bâtiments et des installations*

Les bâtiments et locaux, abritant les installations, sont construits, équipés et protégés en rapport avec la nature des risques présents, tels que définis précédemment. Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits utilisés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les bâtiments présentent la caractéristique de résistance au feu suivante: 2 heures pour les structures principales.

**Conception particulière aux bâtiments inclus dans les zones de sécurité: dégagements, ventilation, désenfumage**
*Isolement par rapport aux tiers*
Les zones de risques incendie seront isolées des constructions voisines occupées ou habitées par des tiers :
- soit par un mur plein coupe feu deux heures dépassant la couverture la plus élevée d'au moins un mètre,
- soit par un espace libre d'au moins huit mètres.

*Dégagements*
Les bâtiments et unités, couverts ou en estacade extérieure, concernés par une zone de sécurité, sont aménagés de façon à permettre l'évacuation rapide du personnel et l'intervention des équipes de secours en toute sécurité.

.../...

*Ventilation*
En fonctionnement normal, les locaux sont ventilés convenablement, de façon à éviter toute accumulation de gaz ou vapeurs inflammables ou toxiques.

*Désenfumage*
Les structures fermées sont conçues pour permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours. Si des équipements de désenfumage sont nécessaires, leur ouverture doit pouvoir se faire pour le moins manuellement, par des commandes facilement accessibles en toutes circonstances et clairement identifiées.

**Poussières inflammables**
L'ensemble de l'installation est conçu de façon à limiter les accumulations de poussières inflammables hors des dispositifs spécialement prévus à cet effet. Lorsque ce risque d'accumulation existe néanmoins, l'installation est munie de dispositifs permettant un nettoyage aisé. Ce nettoyage doit être effectué régulièrement.
Des mesures particulières d'inertage doivent être prises pour la manipulation de poussières inflammables lorsqu'elles sont associées à des gaz ou vapeurs inflammables.
Tout stockage de matières pulvérulentes inflammables ou explosibles est équipé d'un dispositif d'alarme de température ou tout autre paramètre significatif lorsqu'une augmentation de celle-ci risque d'entraîner des conséquences graves.

**Comportement au feu des structures métalliques**
Les éléments porteurs des structures métalliques doivent être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou peut compromettre les conditions d'intervention.

**Conception des installations**
Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents sont disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations de surveillance puissent être faites aisément.
Les appareils de fabrication, lorsqu'ils restent chargés de produits dangereux en dehors des périodes de travail, doivent porter la dénomination de leur contenu et le symbole de danger correspondant.

**Equipements abandonnés**
Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.
Les bâtiments ou installations désaffectés sont également débarrassés de tout stock de produits dangereux et démolis au fur et à mesure des disponibilités. Une analyse détermine les risques résiduels pour ce qui concerne l'environnement (sol, eau, air,...). Des opérations de décontamination sont, le cas échéant, conduites.

### 6.1.4 - Règles de circulation

Les voies de circulation et les accès aux bâtiments et aires de stockage sont dimensionnés, réglementés et maintenus dégagés, notamment pour permettre l'accès et l'intervention des services de secours.

.../...

### 6.1.5 - *Matériel électrique*

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les installations électriques sont conçues, réalisées et contrôlées conformément aux textes et normes en vigueur dont le décret modifié n° 88-1056 du 14 novembre 1988.

En outre dans les zones de risque d'apparition d'atmosphère explosible, préalablement définies par l'exploitant, le matériel électrique sera conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980.

**Alimentation électrique de secours**
Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.
Il est prévu une alimentation électrique de secours ou de remplacement. En cas de risque aggravé de défaillance de l'alimentation principale, en particulier résultant de conditions météorologiques extrêmes (risque de foudre, températures extrêmes, etc.) on s'assure pour le moins de la disponibilité immédiate de l'alimentation de secours.

**6.1.6** -Les équipements métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables ou explosibles sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

**Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation**
Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :

- limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs et des poussières inflammables ;
- utilisation lorsque cela est possible d'additifs antistatiques ;
- limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques ;
- continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages,...).

### *6.1.7- Protection contre la foudre*

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement doivent être protégées contre la foudre selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

**Prévision de la foudre**
L'exploitant dispose d'un système d'alerte sur le risque local et imminent de chute de la foudre. Une consigne de sécurité est spécifique à ce risque sur les installations.

.../...

## 6.2 - Exploitation des installations

### *6.2.1 - Produits dangereux - Connaissance et étiquetage.*

La nature et les risques présentés par les produits dangereux présents dans l'établissement sont connus de l'exploitant et des personnes les manipulant, en particulier les fiches de sécurité sont à leur disposition.

Les quantités de ces produits sont limitées au strict nécessaire permettant une exploitation normale.

Dans chaque installation ou stockage (réacteurs, réservoirs, fûts, entrepôts...) leur nature et leur quantité présentes sont connues et accessibles à tout moment, en particulier l'étiquetage réglementaire est assuré.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles entre eux, ne sont pas associés à une même rétention.

**Connaissance des produits, mesure des niveaux**
Les dispositions nécessaires sont prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux éléments des fiches de sécurité ou aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.
Toutes dispositions sont prises pour, qu'à tout moment les informations concernant la nature et la quantité des produits présents sur le site soient connues et accessibles ; en particulier le niveau de liquide dans les réservoirs sera pour le moins mesuré.
Les réservoirs fixes sont équipés d'une alarme de niveau haut, locale ou reportée, déclenchant une action manuelle et/ou automatique arrêtant le remplissage.

### *6.2.2 - Surveillance et conduite des installations*

L'exploitation des installations doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés ainsi que des procédés mis en œuvre.

**Arrêts d'urgence**
Les opérateurs doivent avoir la connaissance immédiate de la valeur des paramètres permettant d'apprécier toute dérive par rapport aux conditions normales et sûres de l'exploitation.

- *Dispositif de conduite*

Le dispositif de conduite des unités est centralisé en salle de contrôle.
Le dispositif de conduite comporte la mesure et l'enregistrement en continu des paramètres significatifs de la sécurité des installations.

- *Dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité*

Chaque installation doit pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de nécessité telle que :

.../...

- déclenchement des alarmes associées aux systèmes de détection,
- dérive du procédé au-delà des limites fixées incident ou accident dans l'unité, dans son environnement ou dans l'établissement.

Ce dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité prend en charge les différentes actions nécessaires à cette mise en sécurité de l'installation:

- automatiquement,
- et/ou par action manuelle sur des commandes de type "coup de poing" déclenchant des séquences automatiques d'arrêt d'urgence ou des actions directes sur les équipements concourant à la mise en sécurité.

### *6.2.3 - Consignes d'exploitation*

Les opérations dangereuses, font l'objet de consignes écrites, mises à disposition des opérateurs.

Ces consignes traitent de toutes les phases des opérations (démarrage, marche normale, arrêt de courte durée ou prolongée, opérations d'entretien).

Elles précisent :

- les modes opératoires,
- la nature et la fréquence des contrôles permettant aux opérations de s'effectuer en sécurité et sans effet sur l'environnement,
- les instructions de maintenance et nettoyage,
- les mesures à prendre en cas de dérive,
- les procédures de transmission des informations nécessaires à la sécurité pour les opérations se prolongeant sur plusieurs postes de travail.

### *6.2.4 - Consignes de sécurité*

Des consignes écrites, tenues à jour et affichées dans les installations, indiquent les moyens à la disposition des opérateurs (nature, emplacement, mode d'emploi ) pour :

- donner l'alerte en cas d'incident,
- mettre en œuvre les mesures immédiates de lutte contre l'incendie ou de fuite de produit dangereux,
- déclencher les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations.

Ces consignes précisent également :

- les contraintes spécifiques à chaque installation ou zone concernée définies précédemment.

### *6.2.5* - Travaux

Sauf pour les opérations d'entretien prévues par les consignes, tous travaux de modification ou de maintenance dans ou à proximité des zones à risque inflammable toxique ou explosible, font l'objet d'un permis de travail, et éventuellement d'un permis de feu, délivrée par une personne autorisée.

.../...

Ce permis précise :

- la nature des risques,
- la durée de sa validité,
- les conditions de mise en sécurité de l'installation,
- les contrôles à effectuer, avant le début, pendant et à l'issue des travaux,
- les moyens de protections individuelles et les moyens d'intervention à la disposition du personnel (appartenant à l'établissement ou à une entreprise extérieure) effectuant les travaux.

**Travaux**
Tous travaux d'extension, modification, ou maintenance dans les installations ou à proximité, sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation, les dispositions de surveillance à adopter. Ce dossier est validé par la hiérarchie.
Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.
Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.
A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier ; la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.
Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple, et réalisées par le personnel de l'établissement, peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

**Nouvelles unités ou fabrications**
Les opérations de lancement de nouvelles fabrications, le démarrage de nouvelles unités ainsi que le redémarrage après un événement ayant provoqué l'arrêt de l'unité, sont assurées par un personnel renforcé, notamment au niveau de l'encadrement.
La mise en service de nouvelles unités est précédée d'une réception des travaux attestant que les installations sont aptes à être utilisées.

### *6.2.6 - Vérifications périodiques*

Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.

## 6.3 - Moyens d'intervention

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

.../...

Ces moyens se composent :

- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 250m$^2$ de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...),
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 B près des installations de liquides et gaz inflammables,
- de canons à mousse mobiles avec leur réserve d'émulseurs (compatibles avec les produits stockés). Les extincteurs et les canons à mousse seront placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances,

de poteaux d'incendie normalisés.

L'exploitant devra pouvoir justifier à tout moment qu'il dispose d'une quantité suffisante d'émulseurs et des moyens nécessaires pour la mise en œuvre des canons à mousse pour agir sur un feu concernant la plus grande cuvette de rétention pendant 1 heure.

Les bâtiments abritant les aires de stockage de produits inflammables, les unités de mélange et leurs annexes, seront équipés d'un réseau de détecteurs incendie judicieusement placés.

Les modalités de réalisation feront l'objet d'une étude réalisée avant la mise en service des installations. Les conclusions de cette étude précisant les dispositions retenues seront transmise à l'Inspecteur des Installations Classées.

Tout déclenchement du réseau de détection entraînera une alarme (sonore et lumineuse) localement et au niveau du service de gardiennage (en dehors des périodes de travail).

**Equipe de sécurité**

L'établissement dispose d'un service de sécurité placé sous l'autorité directe du directeur de l'établissement ou de l'un de ses adjoints.
Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, doivent pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

**Alerte interne**

Le système d'alerte interne et ses différents scénarios est défini dans un dossier d'alerte.
Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.
Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.
Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.
Un ou plusieurs moyens de communication internes (lignes téléphoniques, réseaux,...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.
Une liaison spécialisée est prévue avec le centre de secours retenu au P.O.I.

.../...

**Accès de secours extérieurs**
Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

**P.O.I.**
Un plan d'opération interne (P.O.I.) est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.
Il est remis à jour chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.
Un exercice annuel est réalisé en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I. L'inspecteur des installations classées est informé de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé.
L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.
En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel 'un plan particulier d'intervention par le préfet (P.P.I.).
Il prend en outre à l'extérieur de l'usine les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement.

## 6.4 - Protections individuelles

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présents dans l'établissement et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

**Protections individuelles**
Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne :

- de surveillance,
- ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.
Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents, compléments.

## 6.5 - Formation du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité.

.../...

**Formation du personnel, compléments**
Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des unités.
Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité, et à l'intervention sur celles-ci ;
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Pour ces mêmes installations, une formation particulière est dispensée au personnel non affecté spécifiquement aux unités, mais amené à intervenir dans celles-ci, que ce personnel soit salarié ou non de l'exploitant.
La formation reçue (cours, stage, exercices,...) par le personnel de l'entreprise et par le personnel intérimaire fait l'objet de documents archivés.

## ARTICLE 3

**Les prescriptions particulières du présent article s'ajoutent aux prescriptions générales de l'article deux et ne s'appliquent qu'aux installations concernées**

**Les dispositions de la circulaire du 30 août 1985 concernant les installations de transit, regroupement et pré traitement de déchets industriels sont applicables.**

### 1. POSTES D'EMPOTAGE ET DE DÉPOTAGE

#### 1.1. Aménagements

**1.1.1.** Les postes devront être couverts de manière à limiter les entraînements de déchets par les eaux pluviales.

**1.1.2.** Les aires seront conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident, les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux.

En particulier, une capacité de rétention déportée représentant la capacité d'un chargement devra être associée à chaque poste.

**1.1.3.** Les postes de produits incompatibles seront séparés.

.../...

### 1.2. Exploitation

**1.2.1.** Avant de charger ou de faire procéder au chargement de tout véhicule, l'exploitant s'assurera que :

- le matériau constitutif de la cuve est compatible avec le déchet devant y être transporté ;
- le véhicule est apte au transport du déchet à charger et notamment que son circuit électrique est prévu à cet effet ;
- le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité ;
- le chargement est mécaniquement compatible avec les résidus ;
- les moyens mis en œuvre (pompe, flexible,..) sont compatibles avec le déchet et que la contamination des précédentes opérations ne crée pas d'incompatibilité ;
- cette opération ne donne pas lieu à des écoulements et émissions de déchets et ne soit pas à l'origine d'une pollution atmosphérique.

**1.2.2.** Durant les opérations d'empotage, les citernes routières devront être reliées électriquement aux installation fixes, elles-mêmes mises à la terre.

## 2. STOCKAGE DES DÉCHETS

### 2.1. Généralités

**2.1.1.** Les précautions seront prises pour que les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs) ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des sols.

**2.1.2.** Les stockages devront être conçus et exploités de manière à ce que les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles.

**2.1.3.** Les aires de chargement, déchargement et de stockage susceptibles de recevoir même occasionnellement des déchets seront imperméables et résistantes aux produits qui y seront entreposés. Elles seront équipées de dispositifs de rétention réalisés, aménagés et exploités en conformité avec les prescriptions du 5.9.

**2.1.4.** Les stockages seront ventilés en tant que de besoin afin d'éviter la formation d'atmosphère explosible.

.../...

## 2.2. Stockage en fûts, bonbonnes, conteneurs, bennes et autres emballages

### *2.2.1. Aménagements*

**2.2.1.1.**Le stockage des déchets en attente de traitement sera réalisé dans des bâtiments couverts et sur des aires spécialement conçues en fonction de leur nature chimique.
Le stockage des déchets en attente d'évacuation sera réalisé dans des bâtiments couverts à usage spécifiques spécialement conçus en fonction de leur nature chimique et de leur conditionnement (fûts, bennes, conteneurs).

**2.2.1.2.** Les différentes aires de stockage seront clairement identifiées.

### 2.2.2. *Exploitation*

**2.2.2.1.** La stabilité mécanique des stockages devra être assurée. A cet effet, l'empilement des emballages est limité à :

- 2 hauteurs pour les fûts s'ils sont correctement palettisés et en bon état,
- 3 hauteurs pour les bonbonnes et bacs plastiques normalisés.

Les autres contenants mobiles seront stockés sur une seule hauteur sauf s'ils sont palettisés, auquel cas un second niveau sera acceptable, mais ne seront pas empilés avec les fûts, bonbonnes et bacs.

**2.2.2.2.** Les dépôts seront conçus pour permettre l'accès facile aux divers récipients et la libre circulation entre les piles de contenant. Des allées de circulation seront matérialisées par marquage indélébile au sol.

**2.2.2.3.** Les emballages seront rangés de façon que leur étiquetage ou leur marquage soit lisible.

**2.2.2.4.** L'exploitant devra toujours être en mesure de préciser l'origine exacte de chaque déchet stocké.

**2.2.2.5.** L'aire de déchargement pourra être utilisée aux opérations de contrôle et de prise d'échantillons et ne devra pas l'être à des fins de stockage prolongé.

**2.2.2.6.** Les emballages vides en attente de lavage, de reprise ou d'élimination seront stockés sur une ou plusieurs aires prévues à cet effet. En aucun cas, ils ne devront être déposés sur les aires de circulation.

**2.2.2.7.** Sur les aires de stockage de déchets prêts à être expédiés, les emballages seront entreposés par lots d'expédition.

**2.2.2.8.** L'exploitant procèdera à de fréquentes visites des dépôts et débarrassera les aires de stockage de tout contenant percé ou fuyant dès sa détection.

**2.2.2.9.** Il est interdit de procéder au mélange de déchets sur les aires de stockage et de déchargement.

.../...

**2.2.2.10.** L'exploitant tiendra une chronique des déchets qui auront été entreposés sur chacune des aires de stockage. Le temps de stockage des fûts ne devra pas excéder 90 jours.

## 2.3. Stockage en cuve aérienne fixe

### 2.3.1. *Aménagements - Equipements*

**2.3.1.1.** Les stockages et leurs annexes seront conçus de manière à être protégés contre les agressions mécaniques notamment du fait de la circulation des véhicules.

**2.3.1.2.** Le volume unitaire des cuves de stockage de déchets est limité à $75m^3$, leur affectation respectera la répartition décrite en annexe 3 au présent arrêté .

**2.3.1.3.** Les matériaux constitutifs des cuves seront compatibles avec la nature des produits qui y seront stockés et leur forme devra permettre un nettoyage facile.

**2.3.1.4.** Les cuves devront être équipées d'un dispositif permettant de connaître à tout moment, le volume de liquide contenu et d'un ou plusieurs évents correctement dimensionnés. A l'exception de ces évents, les cuves seront normalement fermées. Les effluents gazeux émis par les évents seront collectés et traités.

**2.3.1.5.** Les cuves devront comporter une alarme de niveau haut ou tout indicateur de dépassement du niveau de remplissage ainsi qu'un dispositif de coupure rapide de leur chargement.

**2.3.1.6.** Les cuves auront une affectation précise et seront clairement identifiées.

**2.3.1.7.** Les distances horizontales entre les parois d'une cuve et la cuvette de rétention devront être au moins égales à un mètre.

**2.3.1.8.** Afin de limiter les dépôts et sédiments, les cuves seront équipées d'un dispositif d'agitation tel que boucle de recirculation.

### 2.3.2. *Prescriptions complémentaires applicables au parc de stockage de liquides inflammables*

Sans préjudice de textes généraux ou règlements particuliers qui s'appliquent à ce type de dépôt, l'exploitant devra s'assurer des dispositions suivantes :

- les cuves seront sous protection d'un réseau fixe de canons à mousse dont la mise en fonctionnement devra pouvoir s'effectuer par un ou plusieurs dispositifs judicieusement placés.
- tout déclenchement de ce système entraînera une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau du local du gardien.

### 2.3.3. *Exploitation*

**2.3.3.1.** Les cuves seront régulièrement débarrassées des dépôts ou tartres.

.../...

**2.3.3.2.** Après la vidange des réservoirs, l'exploitant procèdera, en tant de besoin, à leur nettoyage pour éviter les problèmes d'incompatibilité avec les opérations de remplissage ultérieures.

**2.3.3.3.** Il est interdit de procéder à la vidange d'un réservoir en cours de remplissage et inversement.

**2.3.3.4.** L'exploitant tiendra une chronique des déchets qui auront été entreposés dans chaque cuve.

**2.3.3.5.** L'exploitant procèdera ou devra procéder à deux inspections visuelles par an des cuves et à une épreuve hydraulique périodique avec une surpression de 50 % ou d'au moins 0,3 bar.
La fréquence de ces épreuves est fixée comme suit :

- 1 an pour les réservoirs de stockage de déchets à caractère acide
- 5 ans pour les autres réservoirs de stockage de déchets.
- 10 ans pour les réservoirs contenant les huiles solubles.

## 3. UNITÉS DE MÉLANGE ET PRÉTRAITEMENT DE DÉCHETS

### 3.1. Aménagements - équipements

**3.1.1.** L'exploitant délimitera les zones de risques incendie et les zones de sécurité telles que définies aux paragraphes précédents du présent arrêté.
En tout état de cause, les lignes de mélange de solvants et le local de déconditionnement et/ou reconditionnement seront aménagés et exploités comme une zone de risques incendie et de sécurité.

**3.1.2.** Les unités et leurs annexes seront équipées de dispositifs de rétention conformes aux prescriptions du présent arrêté.

**3.1.3.** Les matériaux utilisés pour la fabrication des unités, des tuyauteries et des accessoires concourant au fonctionnement des installations et pouvant être au contact avec les déchets seront incombustibles et devront résister à l'action chimique et corrosive des produits qu'ils contiennent.

### 3.2 – Exploitation

#### *3.2.1.- Généralités*

***3.2.1.1.*** Les précautions seront prises pour que les mélanges effectués ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou la formation de produits explosifs ou à une élévation de la température.

.../...

**3.2.1.2.** Les quantités de déchets présents dans les locaux de pompage ou de chargement seront limitées au minimum technique permettant un fonctionnement rationnel des installations.

**3.2.1.3.** La présence simultanée de déchets incompatibles chimiquement dans les locaux de pompage ou de chargement est interdite.

**3.2.1.4.** Les dispositions seront prises pour isoler les égouttures et écoulements accidentels de nature incompatible, telles que séparation des capacités de rétention, nettoyage fréquent de ces capacités,..

**3.2.1.5.** Le fonctionnement simultané de plusieurs unités implantées dans un même local est interdit.

### *3.2.2. Conditions d'admission*

**3.2.2.1.** Seront admis sur les aires de pompage ou de déchargement les déchets ne contenant pas de substances notablement réactives dans les conditions opératoires.
A cet effet, après constitution d'un lot correctement identifié, seront effectués des tests préalables.
La nature de ces tests (compatibilité, inflammabilité, explosibilité, traitabilité, sensibilité aux chocs ou aux frottements...) sera adaptée aux déchets concernés et à la nature de l'opération prévue (mélange, oxydation, réduction, neutralisations, hydrolyse, déchiquetage, malaxage...).
Les modalités de ces contrôles seront définies par l'exploitant dans les consignes prévues à l'article 2 du présent arrêté.

**3.2.2.2.** Au vu notamment du résultat de ces tests préalables et des fiches d'identification des déchets, le responsable de l'établissement ou la personne qu'il aura déléguée, délivrera pour chaque opération une fiche descriptive de traitement qui précisera les conditions opératoires qu'il jugera nécessaire (ordre de passage, fréquence, débit, nature des réactifs, dispositions particulières, désignation de la cuve ou de la benne de réception,...).

### *3.2.3. Pré traitement*

**3.2.3.1.** Les opérations seront conduites par campagnes programmées et sous la surveillance d'une personne qualifiée ayant les connaissances suffisantes en chimie.

**3.2.3.2.** Toute opération de chauffage des unités est interdite.

**3.2.3.3.** Les paramètres significatifs de la sécurité seront mesurés en continu. Les dispositifs de conduite des unités seront conçus de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives excessives de ces paramètres par rapport aux conditions normales de fonctionnement.

**3.2.3.4.** Une fois vidés, les récipients seront évacués des locaux de pompage avant toute nouvelle campagne.

.../...

*3.2.3.5.* Après chaque campagne, les unités et leurs annexes seront nettoyées en tant que de besoin pour éviter les problèmes d'incompatibilité avec les opérations ultérieures.

*3.2.3.6.* A la fermeture journalière, les unités de mélange ou de traitement seront vidangées.

*3.2.3.7.* Après chaque campagne et avant transfert dans une cuve ou une benne de stockage en attente d'évacuation, l'exploitant prélèvera un échantillon représentatif du contenu du réservoir et l'archivera 2 mois après l'opération.

### *3.2.4. Transfert*

Avant toute opération de transfert des déchets traités vers une cuve ou une benne de stockage, l'exploitant s'assurera que :
- le contenu du réservoir est compatible chimiquement avec le contenu de la cuve ou de la benne de stockage ;
- la cuve ou la benne est capable de recevoir la quantité de déchets sans risque de débordement ;
- les moyens mis en œuvre (pompe, tuyauterie,...) sont compatibles avec les déchets ;
- la contamination des précédentes opérations ne crée pas d'incompatibilité.
- cette opération ne donne pas lieu à des écoulements et n'est pas à l'origine d'émissions gazeuses.

### *3.2.5. Journal de bord*

L'exploitant affectera à chaque unité un cahier journalier d'exploitation sur lequel il reportera quotidiennement les informations minimales suivantes :
- la date de l'opération,
- les références de la fiche descriptive de traitement,
- les incidents ou anomalies éventuels survenus au cours de l'opération,
- les références de la cuve ou de la benne de stockage de destination.

Les fiches descriptives de traitement seront annexées à ce cahier.

## 3.3. Dossier "sécurité"

Pour chaque unité d'exploitation et pour chaque procédé chimique mis en oeuvre, l'exploitant constituera un dossier de sécurité.

Chaque dossier comprendra au moins les éléments suivants :
- les caractéristiques physiques et chimiques principales des déchets admissibles et les réactifs utilisés ;
- les tests préalables opérés sur les déchets avant traitement ;
- les quantités maximales mises en œuvre ;
- la délimitation des conditions opératoires sûres du procédé et la recherche des causes éventuelles de dérives des différents paramètres de fonctionnement, complétées par l'examen de leurs conséquences et des mesures correctives à prendre ;

.../...

- la liste des paramètres et des équipements importants pour la sécurité ;
- le mode opératoire et le schéma de circulation des fluides ;
- les consignes de sécurité propres à l'installation qui devront en particulier prévoir explicitement :
  - ➢ les modalités pratiques d'application des règles fixées par le présent arrêté,
  - ➢ le détail des contrôles à effectuer,
  - ➢ les mesures à prendre en cas de dérive des procédés par rapport aux conditions sûres.

Les dossiers «sécurité» ainsi que leur complément et mise à jour éventuels, seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

## 4. LABORATOIRE

L'exploitant disposera des moyens qui lui seront nécessaires pour respecter tant les prescriptions du présent arrêté que les règles de l'art.

### 4.1. Moyens en personnel

Les différentes opérations seront effectuées sous la responsabilité du chef de laboratoire qui devra avoir de bonne connaissances en chimie et une bonne expérience en matière de déchets.

Les analyses seront effectuées par des personnes formées et compétentes ayant des connaissances suffisantes en chimie.

### 4.2. Moyens en matériel

Afin d'effectuer les tests d'identification, test de traitement, tests de mélange, analyses des rejets et autres contrôles nécessités par son exploitation, le centre devra disposer d'un laboratoire convenablement ventilé et équipé au minimum du matériel suivant :

- mesure du pH
- teneur en eau (méthode Dean Stark)
- PCS(Calorimètre) et évaluation du PCI
- point d'éclair
- chlore total
- PCB et PCT ( chromatographe )
- soufre total
- teneur en phénol
- teneur en cyanures
- centrifugation pour produits non miscibles puis évaluation de la teneur en sédiments
- DCO

.../...

Il est admis en cas de besoin que certaines mesures pourront être réalisées dans l'un des laboratoires du groupe SARP INDUSTRIE. A défaut l'exploitant devra s'équiper des matériels correspondants.

## 5.SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

### 5.1 -Conception et réalisation du réseau de forages

Deux forages, au moins, sont implantés en aval hydraulique du site, et en amont ; la définition du nombre, du lieu d'implantation et de la profondeur des forages à mettre en place, des paramètres surveillés, de la fréquence des prélèvements seront justifiés sur le plan hydrogéologique sur la base d'un cahier de charges dûment argumenté et soumis à l'inspecteur des installations classées.

Les forages mis en place seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR-FD-X 31-614 d'octobre 1999.

### 5.2. Analyse des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR-FD-X 31-614 de décembre 2000.

Les paramètres seront analysés conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur à fréquence trimestrielle pour le PZ3 et semestrielle pour les PZ1 et PZ2.

Paramètres : DCO, HCT, HAP, BTEX, COHV, METAUX.

Les résultats des analyses et de la mesure du niveau piézomètrique sera transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable) et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures.

### 5.3. Echéances

Le respect des prescriptions ci-dessus devra être fait selon l'échéancier ci-dessous :

- conception du réseau de forage avec validation par l'hydrogéologue : 1 mois,
- mise en place du réseau de surveillance et premières analyses : 5 mois.

.../...

### 5.4.Durée

La surveillance (pourra être allégée ou suspendue dès lors qu'une nouvelle évaluation du risque aura démontré la non nécessité de cette surveillance) ou (sera au minimum poursuivie tant que la qualité des eaux n'aura pas rejoint l'objectif fixé, et ce pendant un temps jugé suffisant par l'inspecteur des installations classées. Toute demande de révision du cahier des charges sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté).

### 5.5.Frais

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## ARTICLE 4

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

## ARTICLE 5

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

## ARTICLE 6

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Maire de LA TALAUDIERE et M. l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ PREFECTORAL DE CE JOUR, ST-ETIENNE, Le

ANNEXE 1

Liste des déchets dangereux acceptables sur le site de SIRA LA TALAUDIERE

| | | Déchets dangereux au titre du décret du 18 avril 2002 | Déchets admissibles en transit uniquement en conditionnés | Déchets admissibles en regroupement prétraitement conditionnés et vrac |
|---|---|---|---|---|
| 1 | **DÉCHETS PROVENANT DE L'EXPLORATION ET DE L'EXPLOITATION DES MINES ET DES CARRIÈRES AINSI QUE DU TRAITEMENT PHYSIQUE ET CHIMIQUE DES MINÉRAUX** | | | |
| 01 01 | déchets provenant de l'extraction des minéraux | | | |
| 01 01 01 | déchets provenant de l'extraction des minéraux métallifères | Non | Oui | Non |
| 01 01 02 | déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 01 03 | déchets provenant de la transformation physique et chimique des minéraux métallifères | Non | Non | Non |
| 01 03 04 | stériles acidogènes provenant de la transformation du sulfure | Oui | Non | Non |
| 01 03 05 | autres stériles contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 01 03 06 | stériles autres que ceux visés aux rubriques 01 03 04 et 01 03 05 | Non | Oui | Oui |
| 01 03 07 | autres déchets contenant des substances dangereuses provenant de la transformation physique et chimique des minéraux métallifères | Oui | Oui | Oui |
| 01 03 08 | déchets de poussières et de poudres autres que ceux visés à la rubrique 01 03 07 | Non | Oui | Non |
| 01 03 09 | boues rouges issues de la production d'alumine autres que celles visées à la rubrique 01 03 07 | Non | Oui | Non |
| 01 03 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 01 04 | déchets provenant de la transformation physique et chimique des minéraux non métallifères | | | |
| 01 04 07 | déchets contenant des substances dangereuses provenant de la transformation physique et chimique des minéraux non métallifères | Oui | Oui | Oui |
| 01 04 08 | déchets de graviers et débris de pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 | Non | Non | Non |
| 01 04 10 | déchets de poussières et de poudres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 | Non | Oui | Non |
| 01 04 11 | déchets de la transformation de la potasse et des sels minéraux autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 | Non | Oui | Non |
| 01 04 12 | stériles et autres déchets provenant du lavage et du nettoyage des minéraux, autres que ceux visés aux rubriques 01 04 07 et 01 04 11 | Non | Oui | Oui |
| 01 04 13 | déchets provenant de la taille et du sciage des pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 | Non | Oui | Oui |
| 01 04 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 01 05 | boues de forage et autres déchets de forage | | | |
| 01 05 04 | boues et autres déchets de forage contenant de l'eau douce | Non | Oui | Oui |
| 01 05 05 | boues et autres déchets de forage contenant des hydrocarbures | Oui | Oui | Oui |
| 01 05 06 | boues et autres déchets de forage contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 01 05 07 | boues et autres déchets de forage contenant des sels de baryum, autres que ceux visés aux rubriques 01 05 05 et 01 05 06 | Non | Oui | Non |
| 01 05 08 | boues et autres déchets de forage contenant des chlorures, autres que ceux visés aux rubriques 01 05 05 et 01 05 06 | Non | Oui | Non |
| 01 05 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 2 | **DÉCHETS PROVENANT DE L'AGRICULTURE, DE L'HORTICULTURE, DE L'AQUACULTURE, DE LA SYLVICULTURE, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE AINSI QUE DE LA PRÉPARATION ET DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS** | | | |
| | | | | |
| 02 01 | déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche | | | |
| 02 01 01 | boues provenant du lavage et du nettoyage | Non | Oui | Oui |
| 02 01 02 | déchets de tissus animaux | Non | Non | Non |
| 02 01 03 | déchets de tissus végétaux | Non | Oui | Oui |
| 02 01 04 | déchets de matières plastiques (à l'exclusion des emballages) | Non | Oui | Non |
| 02 01 06 | fèces, urine et fumier (y compris paille souillée), effluents, collectés séparément et traités hors site | Non | Non | Non |
| 02 01 07 | déchets provenant de la sylviculture | Non | Oui | Oui |
| 02 01 08 | déchets agrochimiques contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 02 01 09 | déchets agrochimiques autres que ceux visés à la rubrique 02 01 08 | Non | Oui | Oui |
| 02 01 10 | déchets métalliques | Non | Oui | Non |
| 02 01 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 02 02 | déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale | | | |
| 02 02 01 | boues provenant du lavage et du nettoyage | Non | Oui | Oui |
| 02 02 02 | déchets de tissus animaux | Non | Non | Non |
| 02 02 03 | matières impropres à la consommation ou à la transformation | Non | Oui | Oui |
| 02 02 04 | boues provenant du traitement in situ des effluents | Non | Oui | Oui |
| 02 02 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 02 03 | déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses | | | |
| 02 03 01 | boues provenant du lavage, du nettoyage, de l'épluchage, de la centrifugation et de la séparation | Non | Oui | Oui |
| 02 03 02 | déchets d'agents de conservation | Non | Oui | Oui |
| 02 03 03 | déchets de l'extraction aux solvants | Non | Oui | Oui |
| 02 03 04 | matières impropres à la consommation ou à la transformation | Non | Oui | Oui |
| 02 03 05 | boues provenant du traitement in situ des effluents | Non | Oui | Oui |
| 02 03 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 02 04 | déchets de la transformation du sucre | | | |
| 02 04 01 | terre provenant du lavage et du nettoyage des betteraves | Non | Oui | Non |
| 02 04 02 | carbonate de calcium déclassé | Non | Oui | Non |
| 02 04 03 | boues provenant du traitement in situ des effluents | Non | Oui | Oui |
| 02 04 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 02 05 | déchets provenant de l'industrie des produits laitiers | | | |
| 02 05 01 | matières impropres à la consommation ou à la transformation | Non | Oui | Oui |
| 02 05 02 | boues provenant du traitement in situ des effluents | Non | Oui | Oui |
| 02 05 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 02 06 | déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie | | | |
| 02 06 01 | matières impropres à la consommation ou à la transformation | Non | Oui | Oui |
| 02 06 02 | déchets d'agents de conservation | Non | Oui | Oui |
| 02 06 03 | boues provenant du traitement in situ des effluents | Non | Oui | Oui |
| 02 06 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 02 07 | déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao) | | | |
| 02 07 01 | déchets provenant du lavage, du nettoyage et de la réduction mécanique des matières premières | Non | Oui | Oui |
| 02 07 02 | déchets de la distillation de l'alcool | Non | Oui | Oui |
| 02 07 03 | déchets de traitements chimiques | Non | Oui | Oui |
| 02 07 04 | matières impropres à la consommation ou à la transformation | Non | Oui | Oui |
| 02 07 05 | boues provenant du traitement in situ des effluents | Non | Oui | Oui |
| 02 07 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 3 | **DÉCHETS PROVENANT DE LA TRANSFORMATION DU BOIS ET DE LA PRODUCTION DE PANNEAUX ET DE MEUBLES, DE PÂTE À PAPIER, DE PAPIER ET DE CARTON** | | | |
| | | | | |
| 03 01 | déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles | | | |
| 03 01 01 | déchets d'écorce et de liège | Non | Oui | Non |
| 03 01 04 | sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 03 01 05 | sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04 | Non | Oui | Non |
| 03 01 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 03 02 | déchets des produits de protection du bois | | | |
| 03 02 01 | composés organiques non halogénés de protection du bois | Oui | Oui | Oui |
| 03 02 02 | composés organochlorés de protection du bois | Oui | Oui | Oui |
| 03 02 03 | composés organométalliques de protection du bois | Oui | Oui | Oui |
| 03 02 04 | composés inorganiques de protection du bois | Oui | Oui | Oui |
| 03 02 05 | autres produits de protection du bois contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 03 02 99 | produits de protection du bois non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 03 03 | déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier | | | |
| 03 03 01 | déchets d'écorce et de bois | Non | Oui | Non |
| 03 03 02 | boues vertes (provenant de la récupération de liqueur de cuisson) | Non | Oui | Oui |
| 03 03 05 | boues de désencrage provenant du recyclage du papier | Non | Oui | Non |
| 03 03 07 | refus séparés mécaniquement provenant du recyclage de déchets de papier et de carton | Non | Oui | Non |
| 03 03 08 | déchets provenant du tri de papier et de carton destinés au recyclage | Non | Oui | Non |
| 03 03 09 | boues carbonatées | Non | Oui | Oui |
| 03 03 10 | refus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique | Non | Oui | Non |
| 03 03 11 | boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 03 03 10 | Non | Oui | Oui |
| 03 03 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 4 | **DÉCHETS PROVENANT DES INDUSTRIES DU CUIR, DE LA FOURRURE ET DU TEXTILE** | | | |
| | | | | |
| 04 01 | déchets provenant de l'industrie du cuir et de la fourrure | | | |
| 04 01 01 | déchets d'écharnage et refentes | Non | Non | Non |
| 04 01 02 | résidus de pelanage | Non | Non | Non |
| 04 01 03 | déchets de dégraissage contenant des solvants sans phase liquide | Oui | Oui | Oui |
| 04 01 04 | liqueur de tannage contenant du chrome | Non | Oui | Non |
| 04 01 05 | liqueur de tannage sans chrome | Non | Oui | Oui |
| 04 01 06 | boues, notamment provenant du traitement in situ des effluents, contenant du chrome | Non | Oui | Non |
| 04 01 07 | boues, notamment provenant du traitement in situ des effluents, sans chrome | Non | Oui | Oui |
| 04 01 08 | déchets de cuir tanné (refentes sur bleu, dérayures, échantillonnages, poussières de ponçage), contenant du chrome | Non | Oui | Non |
| 04 01 09 | déchets provenant de l'habillage et des finitions | Non | Oui | Non |
| 04 01 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 04 02 | déchets de l'industrie textile | | | |
| 04 02 09 | matériaux composites (textile imprégné, élastomère, plastomère) | Non | Oui | Non |
| 04 02 10 | matières organiques issues de produits naturels (par exemple, graisse, cire) | Non | Oui | Oui |
| 04 02 14 | déchets provenant des finitions contenant des solvants organiques | Oui | Oui | Oui |
| 04 02 15 | déchets provenant des finitions autres que visés à la rubrique 04 02 14 | Non | Oui | Oui |
| 04 02 16 | teintures et pigments contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 04 02 17 | teintures et pigments autres que ceux visés à la rubrique 04 02 16 | Non | Oui | Oui |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 04 02 19 | boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 04 02 20 | boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 04 02 19 | Non | Oui | Oui |
| 04 02 21 | fibres textiles non ouvrées | Non | Oui | Non |
| 04 02 22 | fibres textiles ouvrées | Non | Oui | Non |
| 04 02 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 5 | **DÉCHETS PROVENANT DU RAFFINAGE DU PÉTROLE, DE LA PURIFICATION DU GAZ NATUREL ET DU TRAITEMENT PYROLYTIQUE DU CHARBON** | | | |
| | | | | |
| 05 01 | déchets provenant du raffinage du pétrole | | | |
| 05 01 02 | boues de dessalage | Oui | Oui | Non |
| 05 01 03 | boues de fond de cuves | Oui | Oui | Oui |
| 05 01 04 | boues d'alkyles acides | Oui | Oui | Non |
| 05 01 05 | hydrocarbures accidentellement répandus | Oui | Oui | Oui |
| 05 01 06 | boues contenant des hydrocarbures provenant des opérations de maintenance de l'installation ou des équipements | Oui | Oui | Oui |
| 05 01 07 | goudrons acides | Oui | Oui | Non |
| 05 01 08 | autres goudrons et bitumes | Oui | Oui | Oui |
| 05 01 09 | boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 05 01 10 | boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 05 01 09 | Non | Oui | Oui |
| 05 01 11 | déchets provenant du nettoyage d'hydrocarbures avec des bases | Oui | Oui | Oui |
| 05 01 12 | hydrocarbures contenant des acides | Oui | Oui | Oui |
| 05 01 13 | boues du traitement de l'eau d'alimentation des chaudières | Non | Oui | Oui |
| 05 01 14 | déchets provenant des colonnes de refroidissement | Non | Oui | Oui |
| 05 01 15 | argiles de filtration usées | Oui | Oui | Oui |
| 05 01 16 | déchets contenant du soufre provenant de la désulfuration du pétrole | Non | Oui | Oui |
| 05 01 17 | mélanges bitumineux | Non | Oui | Oui |
| 05 01 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 05 06 | déchets provenant du traitement pyrolytique du charbon | | | |
| 05 06 01 | goudrons acides | Oui | Oui | Oui |
| 05 06 03 | autres goudrons | Oui | Oui | Oui |
| 05 06 04 | déchets provenant des colonnes de refroidissement | Non | Oui | Oui |
| 05 06 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 05 07 | déchets provenant de la purification et du transport du gaz naturel | | | |
| 05 07 01 | déchets contenant du mercure | Oui | Oui | Non |
| 05 07 02 | déchets contenant du soufre | Non | Oui | Oui |
| 05 07 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 6 | **DÉCHETS DES PROCÉDÉS DE LA CHIMIE MINÉRALE** | | | |
| | | | | |
| 06 01 | déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) d'acides | | | |
| 06 01 01 | acide sulfurique et acide sulfureux | Oui | Oui | Non |
| 06 01 02 | acide chlorhydrique | Oui | Oui | Non |
| 06 01 03 | acide fluorhydrique | Oui | Oui | Non |
| 06 01 04 | acide phosphorique et acide phosphoreux | Oui | Oui | Non |
| 06 01 05 | acide nitrique et acide nitreux | Oui | Oui | Non |
| 06 01 06 | autres acides | Oui | Oui | Non |
| 06 01 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Non | Non |
| | | | | |
| 06 02 | déchets provenant de la FFDU de bases | | | |
| 06 02 01 | hydroxyde de calcium | Oui | Oui | Non |
| 06 02 03 | hydroxyde d'ammonium | Oui | Oui | Non |
| 06 02 04 | hydroxyde de sodium et hydroxyde de potassium | Oui | Oui | Non |
| 06 02 05 | autres bases | Oui | Oui | Oui |
| 06 02 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 06 03 | déchets provenant de la FFDU de sels et leurs solutions et d'oxydes métalliques | | | |
| 06 03 11 | sels solides et solutions contenant des cyanures | Oui | Oui | Non |
| 06 03 13 | sels solides et solutions contenant des métaux lourds | Oui | Oui | Non |
| 06 03 14 | sels solides et solutions autres que ceux visés aux rubriques 06 03 11 et 06 03 13 | Oui | Oui | Non |
| 06 03 15 | oxydes métalliques contenant des métaux lourds | Oui | Oui | Non |
| 06 03 16 | oxydes métalliques autres que ceux visés à la rubrique 06 03 15 | Non | Oui | Non |
| 06 03 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 06 04 | déchets contenant des métaux autres que ceux visés à la section 06 03 | | | |
| 06 04 03 | déchets contenant de l'arsenic | Oui | Oui | Non |
| 06 04 04 | déchets contenant du mercure | Oui | Oui | Non |
| 06 04 05 | déchets contenant d'autres métaux lourds | Oui | Oui | Non |
| 06 04 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 06 05 | boues provenant du traitement in situ des effluents | | | |
| 06 05 02 | boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 06 05 03 | boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 06 05 02 | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 06 06 | déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant du soufre, de la chimie du soufre et des procédés de désulfuration | | | |
| 06 06 02 | déchets contenant des sulfures dangereux | Oui | Oui | Oui |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 06 06 03 | déchets contenant des sulfures autres que visés à la rubrique 06 06 02 | Non | Oui | Oui |
| 06 06 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 06 07 | déchets provenant de la FFDU des halogènes et de la chimie des halogènes | | | |
| 06 07 01 | déchets contenant de l'amiante provenant de l'électrolyse | Oui | Oui | Non |
| 06 07 02 | déchets de charbon actif utilisé pour la production du chlore | Oui | Oui | Non |
| 06 07 03 | boues de sulfate de baryum contenant du mercure | Oui | Oui | Non |
| 06 07 04 | solutions et acides, par exemple, acide de contact | Oui | Oui | Non |
| 06 07 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 06 08 | déchets provenant de la FFDU du silicium et des dérivés du silicium | Non | Oui | Non |
| 06 08 02 | déchets contenant des chlorosilanes dangereux | Oui | Oui | Non |
| 06 08 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Non |
| 06 09 | déchets provenant de la FFDU des produits chimiques contenant du phosphore et de la chimie du phosphore | | | |
| 06 09 02 | scories phosphoriques | Non | Oui | Non |
| 06 09 03 | déchets de réactions basées sur le calcium contenant des substances dangereuses ou contaminées par de telles substances | Oui | Oui | Non |
| 06 09 04 | déchets de réactions basées sur le calcium autres que ceux visés à la rubrique 06 09 03 | Non | Oui | Non |
| 06 09 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 06 10 | déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant de l'azote, de la chimie de l'azote et de la production d'engrais | | | |
| 06 10 02 | déchets contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 06 10 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 06 11 | déchets provenant de la fabrication des pigments inorganiques et des opacifiants | | | |
| 06 11 01 | déchets de réactions basées sur le calcium provenant de la production de dioxyde de titane | Non | Oui | Non |
| 06 11 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 06 13 | déchets des procédés de la chimie minérale non spécifiés ailleurs | | | |
| 06 13 01 | produits phytosanitaires inorganiques, agents de protection du bois et autres biocides | Oui | Oui | Oui |
| 06 13 02 | charbon actif usé (sauf rubrique 06 07 02) | Oui | Oui | Non |
| 06 13 03 | noir de carbone | Non | Oui | Non |
| 06 13 04 | déchets provenant de la transformation de l'amiante | Oui | Oui | Non |
| 06 13 05 | suies | Oui | Oui | Oui |
| 06 13 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| | **7 DÉCHETS DES PROCÉDÉS DE LA CHIMIE ORGANIQUE** | | | |
| | | | | |
| 07 01 | déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) de produits organiques de base | | | |
| 07 01 01 | eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses | Oui | Oui | Oui |
| 07 01 03 | solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 01 04 | autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques | Oui | Oui | Oui |
| 07 01 07 | résidus de réaction et résidus de distillation halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 01 08 | autres résidus de réaction et résidus de distillation | Oui | Oui | Oui |
| 07 01 09 | gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 01 10 | autres gâteaux de filtration et absorbants usés | Oui | Oui | Oui |
| 07 01 11 | boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 07 01 12 | boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 01 11 | Non | Oui | Oui |
| 07 01 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 07 02 | déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques | | | |
| 07 02 01 | eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses | Oui | Oui | Oui |
| 07 02 03 | solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 02 04 | autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques | Oui | Oui | Oui |
| 07 02 07 | résidus de réaction et résidus de distillation halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 02 08 | autres résidus de réaction et résidus de distillation | Oui | Oui | Oui |
| 07 02 09 | gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 02 10 | autres gâteaux de filtration et absorbants usés | Oui | Oui | Oui |
| 07 02 11 | boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 07 02 12 | boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 02 11 | Non | Oui | Oui |
| 07 02 13 | déchets plastiques | Non | Oui | Oui |
| 07 02 14 | déchets provenant d'additifs contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 07 02 15 | déchets provenant d'additifs autres que visés à la rubrique 07 02 14 | Non | Oui | Oui |
| 07 02 16 | déchets contenant des silicones dangereux | Oui | Oui | Oui |
| 07 02 17 | déchets contenant des silicones autres que ceux mentionnés à la rubrique 07 02 16 | Non | Oui | Oui |
| 07 02 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 07 03 | déchets provenant de la FFDU de teintures et pigments organiques (sauf section 06 11) | | | |
| 07 03 01 | eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses | Oui | Oui | Oui |
| 07 03 03 | solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 03 04 | autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques | Oui | Oui | Oui |
| 07 03 07 | résidus de réaction et résidus de distillation halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 03 08 | autres résidus de réaction et résidus de distillation | Oui | Oui | Oui |
| 07 03 09 | gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 03 10 | autres gâteaux de filtration et absorbants usés | Oui | Oui | Oui |
| 07 03 11 | boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 07 03 12 | boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 03 11 | Non | Oui | Oui |
| 07 03 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 07 04 | déchets provenant de la FFDU de produits phytosanitaires organiques (sauf rubriques 02 01 08 et 02 01 09), d'agents de protection du bois (sauf section 03 02) et d'autres biocides | | | |
| 07 04 01 | eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses | Oui | Oui | Oui |
| 07 04 03 | solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 04 04 | autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques | Oui | Oui | Oui |
| 07 04 07 | résidus de réaction et résidus de distillation halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 04 08 | autres résidus de réaction et résidus de distillation | Oui | Oui | Oui |
| 07 04 09 | gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 04 10 | autres gâteaux de filtration et absorbants usés | Oui | Oui | Oui |
| 07 04 11 | boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 07 04 12 | boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 04 11 | Non | Oui | Oui |
| 07 04 13 | déchets solides contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 07 04 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 07 05 | déchets provenant de la FFDU des produits pharmaceutiques | | | |
| 07 05 01 | eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses | Oui | Oui | Oui |
| 07 05 03 | solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 05 04 | autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques | Oui | Oui | Oui |
| 07 05 07 | résidus de réaction et résidus de distillation halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 05 08 | autres résidus de réaction et résidus de distillation | Oui | Oui | Oui |
| 07 05 09 | gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 05 10 | autres gâteaux de filtration et absorbants usés | Oui | Oui | Oui |
| 07 05 11 | boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 07 05 12 | boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 05 11 | Non | Oui | Oui |
| 07 05 13 | déchets solides contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 07 05 14 | déchets solides autres que ceux visés à la rubrique 07 05 13 | Non | Oui | Oui |
| 07 05 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 07 06 | déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques | | | |
| 07 06 01 | eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses | Oui | Oui | Oui |
| 07 06 03 | solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 06 04 | autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques | Oui | Oui | Oui |
| 07 06 07 | résidus de réaction et résidus de distillation halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 06 08 | autres résidus de réaction et résidus de distillation | Oui | Oui | Oui |
| 07 06 09 | gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 06 10 | autres gâteaux de filtration et absorbants usés | Oui | Oui | Oui |
| 07 06 11 | boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 07 06 12 | boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 06 11 | Non | Oui | Oui |
| 07 06 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 07 07 | déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs | | | |
| 07 07 01 | eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses | Oui | Oui | Oui |
| 07 07 03 | solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 07 04 | autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques | Oui | Oui | Oui |
| 07 07 07 | résidus de réaction et résidus de distillation halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 07 08 | autres résidus de réaction et résidus de distillation | Oui | Oui | Oui |
| 07 07 09 | gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 07 07 10 | autres gâteaux de filtration et absorbants usés | Oui | Oui | Oui |
| 07 07 11 | boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 07 07 12 | boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 07 11 | Non | Oui | Oui |
| 07 07 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| **8** | **DÉCHETS PROVENANT DE LA FABRICATION, DE LA FORMULATION, DE LA DISTRIBUTION ET DE L'UTILISATION (FFDU) DE PRODUITS DE REVÊTEMENT (PEINTURES, VERNIS ET ÉMAUX VITRIFIÉS), MASTICS ET ENCRES D'IMPRESSION** | | | |
| | | | | |
| 08 01 | déchets provenant de la FFDU et du décapage de peintures et vernis | | | |
| 08 01 11 | déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 08 01 12 | déchets de peintures ou vernis autres que visés à la rubrique 08 01 11 | Non | Oui | Oui |
| 08 01 13 | boues provenant de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 08 01 14 | boues provenant de peintures ou vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 13 | Non | Oui | Oui |
| 08 01 15 | boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 08 01 16 | boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 15 | Non | Oui | Oui |
| 08 01 17 | déchets provenant du décapage de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 08 01 18 | déchets provenant du décapage de peintures ou vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 17 | Non | Oui | Oui |
| 08 01 19 | suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 08 01 20 | suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 19 | Non | Oui | Oui |
| 08 01 21 | déchets de décapants de peintures ou vernis | Oui | Oui | Oui |
| 08 01 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 08 02 | déchets provenant de la FFDU d'autres produits de revêtement (y compris des matériaux céramiques) | | | |
| 08 02 01 | déchets de produits de revêtement en poudre | Non | Oui | Non |
| 08 02 02 | boues aqueuses contenant des matériaux céramiques | Non | Oui | Oui |
| 08 02 03 | suspensions aqueuses contenant des matériaux céramiques | Non | Oui | Oui |
| 08 02 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 08 03 | déchets provenant de la FFDU d'encres d'impression | | | |
| 08 03 07 | boues aqueuses contenant de l'encre | Non | Oui | Oui |
| 08 03 08 | déchets liquides aqueux contenant de l'encre | Non | Oui | Oui |
| 08 03 12 | déchets d'encres contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 08 03 13 | déchets d'encres autres que ceux visés à la rubrique 08 03 12 | Non | Oui | Oui |
| 08 03 14 | boues d'encre contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 08 03 15 | boues d'encre autres que celles visées à la rubrique 08 03 14 | Non | Oui | Oui |
| 08 03 16 | déchets de solutions de gravure à l'eau forte | Oui | Oui | Oui |
| 08 03 17 | déchets de toner d'impression contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 08 03 18 | déchets de toner d'impression autres que ceux visés à la rubrique 08 03 17 | Non | Oui | Oui |
| 08 03 19 | huiles dispersées | Oui | Oui | Oui |
| 08 03 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 08 04 | déchets provenant de la FFDU de colles et mastics (y compris produits d'étanchéité) | | | |
| 08 04 09 | déchets de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 08 04 10 | déchets de colles et mastics autres que visés à la rubrique 08 04 09 | Non | Oui | Oui |
| 08 04 11 | boues de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 08 04 12 | boues de colles et mastics autres que visées à la rubrique 08 04 11 | Non | Oui | Oui |
| 08 04 13 | boues aqueuses contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 08 04 14 | boues aqueuses contenant des colles et mastics autres que celles visées à la rubrique 08 04 13 | Non | Oui | Oui |
| 08 04 15 | déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 08 04 16 | déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics autres que ceux visés à la rubrique 08 04 15 | Non | Oui | Oui |
| 08 04 17 | huile de résine | Oui | Oui | Oui |
| 08 04 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 08 05 | déchets non spécifiés ailleurs dans le chapitre 08 | | | |
| 08 05 01 | déchets d'isocyanates | Oui | Oui | Oui |
| | | | | |
| **09** | **DÉCHETS PROVENANT DE L'INDUSTRIE PHOTOGRAPHIQUE** | | | |
| | | | | |
| 09 01 | déchets de l'industrie photographique | | | |
| 09 01 01 | bains de développement aqueux contenant un activateur | Oui | Oui | Oui |
| 09 01 02 | bains de développement aqueux pour plaques offset | Oui | Oui | Oui |
| 09 01 03 | bains de développement contenant des solvants | Oui | Oui | Oui |
| 09 01 04 | bains de fixation | Oui | Oui | Oui |
| 09 01 05 | bains de blanchiment et bains de blanchiment/fixation | Oui | Oui | Oui |
| 09 01 06 | déchets contenant de l'argent provenant du traitement in situ des déchets photographiques | Oui | Oui | Oui |
| 09 01 07 | pellicules et papiers photographiques contenant de l'argent ou des composés de l'argent | Non | Oui | Non |
| 09 01 08 | pellicules et papiers photographiques sans argent ni composés de l'argent | Non | Oui | Non |
| 09 01 10 | appareils photographiques à usage unique sans piles | Non | Oui | Non |
| 09 01 11 | appareils photographiques à usage unique contenant des piles visées aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03 | Oui | Oui | Non |
| 09 01 12 | appareils photographiques à usage unique contenant des piles autres que ceux visés à la rubrique 09 01 11 | Non | Oui | Non |
| 09 01 13 | déchets liquides aqueux provenant de la récupération in situ de l'argent autres que ceux visés à la rubrique 09 01 06 | Oui | Oui | Oui |
| 09 01 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Non |
| | | | | |
| **10** | **DÉCHETS PROVENANT DE PROCÉDÉS THERMIQUES** | | | |
| | | | | |
| 10 01 | déchets provenant de centrales électriques et autres installations de combustion (sauf chapitre 19) | | | |
| 10 01 01 | mâchefers, scories et cendres sous chaudière (sauf cendres sous chaudière visées à la rubrique 10 01 04) | Non | Oui | Non |
| 10 01 02 | cendres volantes de charbon | Non | Oui | Non |
| 10 01 03 | cendres volantes de tourbe et de bois non traité | Non | Oui | Non |
| 10 01 04 | cendres volantes et cendres sous chaudière d'hydrocarbures | Oui | Oui | Oui |
| 10 01 05 | déchets solides de réactions basées sur le calcium, provenant de la désulfuration des gaz de fumée | Non | Oui | Non |
| 10 01 07 | boues de réactions basées sur le calcium, provenant de la désulfuration des gaz de fumée | Non | Oui | Non |
| 10 01 09 | acide sulfurique | Oui | Oui | Non |
| 10 01 13 | cendres volantes provenant d'hydrocarbures émulsifiés employés comme combustibles | Oui | Oui | Oui |
| 10 01 14 | mâchefers, scories et cendres sous chaudière provenant de la coïncinération contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 01 15 | mâchefers, scories et cendres sous chaudière provenant de la coïncinération autres que ceux visés à la rubrique 10 01 14 | Non | Oui | Oui |
| 10 01 16 | centres volantes provenant de la coïncinération contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 01 17 | centres volantes provenant de la coïncinération autres que celles visées à la rubrique 10 01 16 | Non | Oui | Oui |
| 10 01 18 | déchets provenant de l'épuration des gaz contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 01 19 | déchets provenant de l'épuration des gaz autres que ceux visés aux rubriques 10 01 05, 10 01 07 et 10 01 18 | Non | Oui | Oui |
| 10 01 20 | boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 01 21 | boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 10 01 20 | Non | Oui | Oui |
| 10 01 22 | boues aqueuses provenant du nettoyage des chaudières contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 01 23 | boues aqueuses provenant du nettoyage des chaudières autres que celles visées à la rubrique 10 01 22 | Non | Oui | Oui |
| 10 01 24 | sables provenant de lits fluidisés | Non | Oui | Oui |
| 10 01 25 | déchets provenant du stockage et de la préparation des combustibles des centrales à charbon | Non | Oui | Oui |
| 10 01 26 | déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement | Non | Oui | Oui |
| 10 01 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 10 02 | déchets provenant de l'industrie du fer et de l'acier | | | |
| 10 02 01 | déchets de laitiers de hauts fourneaux et d'aciéries | Non | Oui | Oui |
| 10 02 02 | laitiers non traités | Non | Oui | Non |
| 10 02 07 | déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 02 08 | déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 02 07 | Non | Oui | Oui |
| 10 02 10 | battitures de laminoir | Non | Oui | Non |
| 10 02 11 | déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures | Oui | Oui | Oui |
| 10 02 12 | déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 02 11 | Non | Oui | Oui |
| 10 02 13 | boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 02 14 | boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 02 13 | Non | Oui | Oui |
| 10 02 15 | autres boues et gâteaux de filtration | Non | Oui | Oui |
| 10 02 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| 10 03 | déchets de la pyrométallurgie de l'aluminium | | | |
| 10 03 02 | déchets d'anodes | Non | Oui | Non |
| 10 03 04 | scories provenant de la production primaire | Oui | Oui | Oui |
| 10 03 05 | déchets d'alumine | Non | Oui | Non |
| 10 03 08 | scories salées de production secondaire | Oui | Oui | Oui |
| 10 03 09 | crasses noires de production secondaire | Oui | Oui | Oui |
| 10 03 15 | écumes inflammables ou émettant, au contact de l'eau, des gaz inflammables en quantités dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 10 03 16 | écumes autres que celles visées à la rubrique 10 03 15 | Non | Oui | Non |
| 10 03 17 | déchets goudronnés provenant de la fabrication des anodes | Oui | Oui | Oui |
| 10 03 18 | déchets carbonés provenant de la fabrication des anodes autres que ceux visés à la rubrique 10 03 17 | Non | Oui | Oui |
| 10 03 19 | poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 10 03 20 | poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 03 19 | Non | Oui | Non |
| 10 03 21 | autres fines et poussières (y compris fines de broyage de crasses) contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 10 03 22 | autres fines et poussières (y compris fines de broyage de crasses) autres que celles visées à la rubrique 10 03 21 | Non | Oui | Non |
| 10 03 23 | déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 03 24 | déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 03 23 | Non | Oui | Oui |
| 10 03 25 | boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 03 26 | boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 03 25 | Non | Oui | Oui |
| 10 03 27 | déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures | Oui | Oui | Oui |
| 10 03 28 | déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 03 27 | Non | Oui | Oui |
| 10 03 29 | déchets provenant du traitement des scories salées et du traitement des crasses noires contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 03 30 | déchets provenant du traitement des scories salées et du traitement des crasses noires autres que ceux visés à la rubrique 10 03 29 | Non | Oui | Oui |
| 10 03 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 10 04 | déchets provenant de la pyrométallurgie du plomb | | | |
| 10 04 01 | scories provenant de la production primaire et secondaire | Oui | Oui | Oui |
| 10 04 02 | crasses et écumes provenant de la production primaire et secondaire | Oui | Oui | Oui |
| 10 04 03 | arséniate de calcium | Oui | Oui | Non |
| 10 04 04 | poussières de filtration des fumées | | Oui | Non |
| 10 04 05 | autres fines et poussières | Oui | Oui | Non |
| 10 04 06 | déchets solides provenant de l'épuration des fumées | Oui | Oui | |
| 10 04 07 | boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées | Oui | Oui | Oui |
| 10 04 09 | déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures | Oui | Oui | Oui |
| 10 04 10 | déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 04 09 | Non | Oui | Oui |
| 10 04 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 10 05 | déchets provenant de la pyrométallurgie du zinc | | | |
| 10 05 01 | scories provenant de la production primaire et secondaire | Non | Oui | Oui |
| 10 05 03 | poussières de filtration des fumées | Oui | Oui | Non |
| 10 05 04 | autres fines et poussières | Non | Oui | Non |
| 10 05 05 | déchets solides provenant de l'épuration des fumées | Oui | Oui | Oui |
| 10 05 06 | boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées | Oui | Oui | Oui |
| 10 05 08 | déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures | Oui | Oui | Oui |
| 10 05 09 | déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 05 08 | Non | Oui | Oui |
| 10 05 10 | crasses et écumes inflammables ou émettant, au contact de l'eau, des gaz inflammables en quantités dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 10 05 11 | crasses et écumes autres que celles visées à la rubrique 10 05 10 | Non | Oui | Oui |
| 10 05 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 10 06 | déchets provenant de la pyrométallurgie du cuivre | | | |
| 10 06 01 | scories provenant de la production primaire et secondaire | Non | Oui | Oui |
| 10 06 02 | crasses et écumes provenant de la production primaire et secondaire | Non | Oui | Oui |
| 10 06 03 | poussières de filtration des fumées | Oui | Oui | Non |
| 10 06 04 | autres fines et poussières | Non | Oui | Non |
| 10 06 06 | déchets solides provenant de l'épuration des fumées | Oui | Oui | Oui |
| 10 06 07 | boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées | Oui | Oui | Oui |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 10 06 09 | déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures | Oui | Oui | Oui |
| 10 06 10 | déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 06 09 | Non | Oui | Oui |
| 10 06 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 10 07 | déchets provenant de la pyrométallurgie de l'argent, de l'or et du platine | | | |
| 10 07 01 | scories provenant de la production primaire et secondaire | Non | Oui | Oui |
| 10 07 02 | crasses et écumes provenant de la production primaire et secondaire | Non | Oui | Oui |
| 10 07 03 | déchets solides provenant de l'épuration des fumées | Non | Oui | Oui |
| 10 07 04 | autres fines et poussières | Non | Oui | Non |
| 10 07 05 | boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées | Non | Oui | Oui |
| 10 07 07 | déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures | Oui | Oui | Oui |
| 10 07 08 | déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 07 07 | Non | Oui | Oui |
| 10 07 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 10 08 | déchets provenant de la pyrométallurgie d'autres métaux non ferreux | | | |
| 10 08 04 | fines et poussières | Non | Oui | Non |
| 10 08 08 | scories salées provenant de la production primaire et secondaire | Oui | Oui | Oui |
| 10 08 09 | autres scories | Non | Oui | Oui |
| 10 08 10 | crasses et écumes inflammables ou émettant, au contact de l'eau, des gaz inflammables en quantités dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 10 08 11 | crasses et écumes autres que celles visées à la rubrique 10 08 10 | Non | Oui | Oui |
| 10 08 12 | déchets goudronnés provenant de la fabrication des anodes | Oui | Oui | Oui |
| 10 08 13 | déchets carbonés provenant de la fabrication des anodes autres que ceux visés à la rubrique 10 08 12 | Non | Oui | Oui |
| 10 08 14 | déchets d'anodes | Non | Oui | Oui |
| 10 08 15 | poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 10 08 16 | poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 08 15 | Non | Oui | Non |
| 10 08 17 | boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 08 18 | boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 08 17 | Non | Oui | Oui |
| 10 08 19 | déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures | Oui | Oui | Oui |
| 10 08 20 | déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 08 19 | Non | Oui | Oui |
| 10 08 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 10 09 | déchets de fonderie de métaux ferreux | | | |
| 10 09 03 | laitiers de four de fonderie | Non | Oui | Non |
| 10 09 05 | noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 10 09 06 | noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 05 | Non | Oui | Non |
| 10 09 07 | noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 10 09 08 | noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 07 | Non | Oui | Non |
| 10 09 09 | poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 10 09 10 | poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 09 09 | Non | Oui | Non |
| 10 09 11 | autres fines contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 09 12 | autres fines non visées à la rubrique 10 09 11 | Non | Oui | Oui |
| 10 09 13 | déchets de liants contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 09 14 | déchets de liants autres que ceux visés à la rubrique 10 09 13 | Non | Oui | Oui |
| 10 09 15 | révélateur de criques usagé contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 09 16 | révélateur de criques usagé autre que celui visé à la rubrique 10 09 15 | Non | Oui | Oui |
| 10 09 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 10 10 | déchets de fonderie de métaux non ferreux | | | |
| 10 10 03 | laitiers de four de fonderie | Non | Oui | Non |
| 10 10 05 | noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 10 10 06 | noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 05 | Non | Oui | Non |
| 10 10 07 | noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 10 10 08 | noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 07 | Non | Oui | Non |
| 10 10 09 | poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 10 10 10 | poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 10 09 | Non | Oui | Non |
| 10 10 11 | autres fines contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 10 12 | autres fines non visées à la rubrique 10 10 11 | Non | Oui | Oui |
| 10 10 13 | déchets de liants contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 10 14 | déchets de liants autres que ceux visés à la rubrique 10 10 13 | Non | Oui | Oui |
| 10 10 15 | révélateur de criques usagé contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 10 16 | révélateur de criques usagé autre que celui visé à la rubrique 10 10 15 | Non | Oui | Oui |
| 10 10 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 10 11 | déchets provenant de la fabrication du verre et des produits verriers | | | |
| 10 11 03 | déchets de matériaux à base de fibre de verre | Non | Oui | Non |
| 10 11 05 | fines et poussières | Non | Oui | Non |
| 10 11 09 | déchets de préparation avant cuisson contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 11 10 | déchets de préparation avant cuisson autres que ceux visés à la rubrique 10 11 09 | Non | Oui | Oui |
| 10 11 11 | petites particules de déchets de verre et poudre de verre contenant des métaux lourds (par exemple, tubes cathodiques) | Oui | Oui | Non |
| 10 11 12 | déchets de verre autres que ceux visés à la rubrique 10 11 11 | Non | Oui | Oui |
| 10 11 13 | boues de polissage et de meulage du verre contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 11 14 | boues de polissage et de meulage du verre autres que celles visées à la rubrique 10 11 13 | Non | Oui | Oui |
| 10 11 15 | déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 10 11 16 | déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 11 15 | Non | Oui | Oui |
| 10 11 17 | boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 11 18 | boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 11 17 | Non | Oui | Oui |
| 10 11 19 | déchets solides provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 11 20 | déchets solides provenant du traitement in situ des effluents autres que ceux visés à la rubrique 10 11 19 | Non | Oui | Oui |
| 10 11 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 10 12 | déchets provenant de la fabrication des produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction | | | |
| 10 12 01 | déchets de préparation avant cuisson | Non | Oui | Oui |
| 10 12 03 | fines et poussières | Non | Oui | Non |
| 10 12 05 | boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées | Non | Oui | Oui |
| 10 12 06 | moules déclassés | Non | Oui | Non |
| 10 12 08 | déchets de produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction (après cuisson) | Non | Oui | Non |
| 10 12 09 | déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 12 10 | déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 12 09 | Non | Oui | Oui |
| 10 12 11 | déchets d'émaillage contenant des métaux lourds | Oui | Oui | Non |
| 10 12 12 | déchets d'émaillage autres que ceux visés à la rubrique 10 12 11 | Non | Oui | Non |
| 10 12 13 | boues provenant du traitement in situ des effluents | Non | Oui | Oui |
| 10 12 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 10 13 | déchets provenant de la fabrication de ciment, chaux et plâtre et d'articles et produits dérivés | | | |
| 10 13 01 | déchets de préparation avant cuisson | Non | Oui | Oui |
| 10 13 04 | déchets de calcination et d'hydratation de la chaux | Non | Oui | Oui |
| 10 13 06 | fines et poussières (sauf rubriques 10 13 12 et 10 13 13) | Non | Oui | Non |
| 10 13 07 | boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées | Non | Oui | Oui |
| 10 13 09 | déchets provenant de la fabrication d'amiante-ciment contenant de l'amiante | Oui | Oui | Non |
| 10 13 10 | déchets provenant de la fabrication d'amiante-ciment autres que ceux visés à la rubrique 10 13 09 | Non | Oui | Non |
| 10 13 11 | déchets provenant de la fabrication de matériaux composites à base de ciment autres que ceux visés aux rubriques 10 13 09 et 10 13 10 | Non | Oui | Oui |
| 10 13 12 | déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 10 13 13 | déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 13 12 | Non | Oui | Oui |
| 10 13 14 | déchets et boues de béton | Non | Oui | Oui |
| 10 13 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 10 14 | déchets de crématoires | | | |
| 10 14 01 | déchets provenant de l'épuration des fumées contenant du mercure | Oui | Oui | Non |
| | | | | |
| **11** | **DÉCHETS PROVENANT DU TRAITEMENT CHIMIQUE DE SURFACE ET DU REVÊTEMENT DES MÉTAUX ET AUTRES MATÉRIAUX, ET DE L'HYDROMÉTALLURGIE DES MÉTAUX NON FERREUX** | | | |
| | | | | |
| 11 01 | déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodisation) | | | |
| 11 01 05 | acides de décapage | Oui | Oui | Non |
| 11 01 06 | acides non spécifiés ailleurs | Oui | Oui | Non |
| 11 01 07 | bases de décapage | Oui | Oui | Non |
| 11 01 08 | boues de phosphatation | Oui | Oui | Non |
| 11 01 09 | boues et gâteaux de filtration contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 11 01 10 | boues et gâteaux de filtration autres que visés à la rubrique 11 01 09 | Non | Oui | Non |
| 11 01 11 | liquides aqueux de rinçage contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 11 01 12 | liquides aqueux de rinçage autres que ceux visés à la rubrique 11 01 11 | Non | Oui | Oui |
| 11 01 13 | déchets de dégraissage contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 11 01 14 | déchets de dégraissage autres que ceux visés à la rubrique 11 01 13 | Non | Oui | Oui |
| 11 01 15 | éluats et boues provenant des systèmes à membrane et des systèmes d'échange d'ions contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 11 01 16 | résines échangeuses d'ions saturées ou usées | Oui | Oui | Non |
| 11 01 98 | autres déchets contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 11 01 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 11 02 | déchets provenant des procédés hydrométallurgiques des métaux non ferreux | | | |
| 11 02 02 | boues provenant de l'hydrométallurgie du zinc (y compris jarosite et goethite) | Oui | Oui | Oui |
| 11 02 03 | déchets provenant de la production d'anodes pour les procédés d'électrolyse aqueuse | Non | Oui | Oui |
| 11 02 05 | déchets provenant des procédés hydrométallurgiques du cuivre contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 11 02 06 | déchets provenant des procédés hydrométallurgiques du cuivre autres que ceux visés à la rubrique 11 02 05 | Non | Oui | Oui |
| 11 02 07 | autres déchets contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 11 02 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 11 03 | boues et solides provenant de la trempe | | | |
| 11 03 01 | déchets cyanurés | Oui | Oui | Non |
| 11 03 02 | autres déchets | Oui | Oui | Oui |
| | | | | |
| 11 05 | déchets provenant de la galvanisation à chaud | | | |
| 11 05 01 | mattes | Non | Oui | Non |
| 11 05 02 | cendres de zinc | Non | Oui | Non |
| 11 05 03 | déchets solides provenant de l'épuration des fumées | Oui | Oui | Non |
| 11 05 04 | flux utilisé | Oui | Oui | Non |
| 11 05 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **12** | **DÉCHETS PROVENANT DE LA MISE EN FORME ET DU TRAITEMENT PHYSIQUE ET MÉCANIQUE DE SURFACE DES MÉTAUX ET MATIÈRES PLASTIQUES** | | | |
| 12 01 | déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques | | | |
| 12 01 01 | limaille et chutes de métaux ferreux | Non | Oui | Non |
| 12 01 02 | fines et poussières de métaux ferreux | Non | Oui | Non |
| 12 01 03 | limaille et chutes de métaux non ferreux | Non | Oui | Non |
| 12 01 04 | fines et poussières de métaux non ferreux | Non | Oui | Non |
| 12 01 05 | déchets de matières plastiques d'ébarbage et de tournage | Non | Oui | Non |
| 12 01 06 | huiles d'usinage à base minérale contenant des halogènes (pas sous forme d'émulsions ou de solutions) | Oui | Oui | Oui |
| 12 01 07 | huiles d'usinage à base minérale sans halogènes (pas sous forme d'émulsions ou de solutions) | Oui | Oui | Oui |
| 12 01 08 | émulsions et solutions d'usinage contenant des halogènes | Oui | Oui | Oui |
| 12 01 09 | émulsions et solutions d'usinage sans halogènes | Oui | Oui | Oui |
| 12 01 10 | huiles d'usinage de synthèse | Oui | Oui | Oui |
| 12 01 12 | déchets de cires et graisses | Oui | Oui | Oui |
| 12 01 13 | déchets de soudure | Non | Oui | Oui |
| 12 01 14 | boues d'usinage contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 12 01 15 | boues d'usinage autres que celles visées à la rubrique 12 01 14 | Non | Oui | Oui |
| 12 01 16 | déchets de grenaillage contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 12 01 17 | déchets de grenaillage autres que ceux visés à la rubrique 12 01 16 | Non | Oui | Non |
| 12 01 18 | boues métalliques (provenant du meulage et de l'affûtage) contenant des hydrocarbures | Oui | Oui | Non |
| 12 01 19 | huiles d'usinage facilement biodégradables | Oui | Oui | Oui |
| 12 01 20 | déchets de meulage et matériaux de meulage contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 12 01 21 | déchets de meulage et matériaux de meulage autres que ceux visés à la rubrique 12 01 20 | Non | Oui | Oui |
| 12 01 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 12 03 | déchets provenant du dégraissage à l'eau et à la vapeur (sauf chapitre 11) | | | |
| 12 03 01 | liquides aqueux de nettoyage | Oui | Oui | Oui |
| 12 03 02 | déchets du dégraissage à la vapeur | Oui | Oui | Oui |
| | | | | |
| **13** | **HUILES ET COMBUSTIBLES LIQUIDES USAGÉS (sauf huiles alimentaires et huiles figurant aux chapitres 05, 12 et 19)** | | | |
| | | | | |
| 13 01 | huiles hydrauliques usagées | | | |
| 13 01 01 | huiles hydrauliques contenant des PCB | Oui | Oui | Non |
| 13 01 04 | autres huiles hydrauliques chlorées (émulsions) | Oui | Oui | Oui |
| 13 01 05 | huiles hydrauliques non chlorées (émulsions) | Oui | Oui | Oui |
| 13 01 09 | huiles hydrauliques chlorées à base minérale | Oui | Oui | Oui |
| 13 01 10 | huiles hydrauliques non chlorées à base minérale | Oui | Oui | Oui |
| 13 01 11 | huiles hydrauliques synthétiques | Oui | Oui | Oui |
| 13 01 12 | huiles hydrauliques facilement biodégradables | Oui | Oui | Oui |
| 13 01 13 | autres huiles hydrauliques | Oui | Oui | Oui |
| | | | | |
| 13 02 | huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification usagées | | | |
| 13 02 04 | huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification chlorées à base minérale | Oui | Oui | Oui |
| 13 02 05 | huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale | Oui | Oui | Oui |
| 13 02 06 | huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification synthétiques | Oui | Oui | Oui |
| 13 02 07 | huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification facilement biodégradables | Oui | Oui | Oui |
| 13 02 08 | autres huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification | Oui | Oui | Oui |
| | | | | |
| 13 03 | huiles isolantes et fluides caloporteurs usagés | | | |
| 13 03 01 | huiles isolantes et fluides caloporteurs contenant des PCB | Oui | Oui | Non |
| 13 03 06 | huiles isolantes et fluides caloporteurs chlorés à base minérale autres que ceux visés à la rubrique 13 03 01 | Oui | Oui | Oui |
| 13 03 07 | huiles isolantes et fluides caloporteurs non chlorés à base minérale | Oui | Oui | Oui |
| 13 03 08 | huiles isolantes et fluides caloporteurs synthétiques | Oui | Oui | Oui |
| 13 03 09 | huiles isolantes et fluides caloporteurs facilement biodégradables | Oui | Oui | Oui |
| 13 03 10 | autres huiles isolantes et fluides caloporteurs | Oui | Oui | Oui |
| | | | | |
| 13 04 | hydrocarbures de fond de cale | | | |
| 13 04 01 | hydrocarbures de fond de cale provenant de la navigation fluviale | Oui | Oui | Oui |
| 13 04 02 | hydrocarbures de fond de cale provenant de canalisations de môles | Oui | Oui | Oui |
| 13 04 03 | hydrocarbures de fond de cale provenant d'un autre type de navigation | Oui | Oui | Oui |
| | | | | |
| 13 05 | contenu de séparateurs eau/hydrocarbures | | | |
| 13 05 01 | déchets solides provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures | Oui | Oui | Oui |
| 13 05 02 | boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures | Oui | Oui | Oui |
| 13 05 03 | boues provenant de déshuileurs | Oui | Oui | Oui |
| 13 05 06 | hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures | Oui | Oui | Oui |
| 13 05 07 | eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures | Oui | Oui | Oui |
| 13 05 08 | mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures | Oui | Oui | Oui |
| | | | | |
| 13 07 | combustibles liquides usagés | | | |
| 13 07 01 | fioul et gazole | Oui | Oui | Oui |
| 13 07 02 | essence | Oui | Oui | Oui |
| 13 07 03 | autres combustibles (y compris mélanges) | Oui | Oui | Oui |
| | | | | |
| 13 08 | huiles usagées non spécifiées ailleurs | | | |
| 13 08 01 | boues ou émulsions de dessalage | Oui | Oui | Oui |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 13 08 02 | autres émulsions | Oui | Oui | Oui |
| 13 08 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Oui | Oui | Oui |
| | | | | |
| 14 | **DÉCHETS DE SOLVANTS ORGANIQUES, D'AGENTS RÉFRIGÉRANTS ET PROPULSEURS (sauf chapitres 07 et 08)** | | | |
| | | | | |
| 14 06 | déchets de solvants, d'agents réfrigérants et d'agents propulseurs d'aérosols, de mousses organiques | | | |
| 14 06 01 | chlorofluorocarbones, HCFC, HFC | Oui | Oui | Oui |
| 14 06 02 | autres solvants et mélanges de solvants halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 14 06 03 | autres solvants et mélanges de solvants | Oui | Oui | Oui |
| 14 06 04 | boues ou déchets solides contenant des solvants halogénés | Oui | Oui | Oui |
| 14 06 05 | boues ou déchets solides contenant d'autres solvants | Oui | Oui | Oui |
| | | | | |
| 15 | **EMBALLAGES ET DÉCHETS D'EMBALLAGES, ABSORBANTS, CHIFFONS D'ESSUYAGE, MATÉRIAUX FILTRANTS ET VÊTEMENTS DE PROTECTION NON SPÉCIFIÉS AILLEURS** | | | |
| | | | | |
| 15 01 | emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément) | | | |
| 15 01 01 | emballages en papier/carton | Non | Oui | Oui |
| 15 01 02 | emballages en matières plastiques | Non | Oui | Oui |
| 15 01 03 | emballages en bois | Non | Oui | Oui |
| 15 01 04 | emballages métalliques | Non | Oui | Oui |
| 15 01 05 | emballages composites | Non | Oui | Oui |
| 15 01 06 | emballages en mélange | Non | Oui | Oui |
| 15 01 07 | emballages en verre | Non | Oui | Oui |
| 15 01 09 | emballages textiles | Non | Oui | Oui |
| 15 01 10 | emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus | Oui | Oui | Oui |
| 15 01 11 | emballages métalliques contenant une matrice poreuse solide dangereuse (par exemple, amiante), y compris des conteneurs à pression vides | Oui | Oui | Non |
| | | | | |
| 15 02 | absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection | | | |
| 15 02 02 | absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 15 02 03 | absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection autres que ceux visés à la rubrique 15 02 02 | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 16 | **DÉCHETS NON DÉCRITS AILLEURS DANS LA LISTE** | | | |
| | | | | |
| 16 01 | véhicules hors d'usage de différents moyens de transport (y compris machines tous terrains) et déchets provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules (sauf chapitres 13, 14, et sections 16 06 et 16 08) | | | |
| 16 01 03 | pneus hors d'usage | Non | Non | Non |
| 16 01 04 | véhicules hors d'usage | Oui | Non | Non |
| 16 01 06 | véhicules hors d'usage ne contenant ni liquides ni autres composants dangereux | Non | Non | Non |
| 16 01 07 | filtres à huile | Oui | Oui | Oui |
| 16 01 08 | composants contenant du mercure | Oui | Oui | Non |
| 16 01 09 | composants contenant des PCB | Oui | Oui | Non |
| 16 01 10 | composants explosifs (par exemple, coussins gonflables de sécurité) | Oui | Non | Non |
| 16 01 11 | patins de freins contenant de l'amiante | Oui | Oui | Non |
| 16 01 12 | patins de freins autres que ceux visés à la rubrique 16 01 11 | Non | Oui | Non |
| 16 01 13 | liquides de frein | Oui | Oui | Oui |
| 16 01 14 | antigels contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 16 01 15 | antigels autres que ceux visés à la rubrique 16 01 14 | Non | Oui | Oui |
| 16 01 16 | réservoirs de gaz liquéfié | Non | Non | Non |
| 16 01 17 | métaux ferreux | Non | Non | Non |
| 16 01 18 | métaux non ferreux | Non | Non | Non |
| 16 01 19 | matières plastiques | Non | Oui | Oui |
| 16 01 20 | verre | Non | Oui | Oui |
| 16 01 21 | composants dangereux autres que ceux visés aux rubriques 16 01 07 à 16 01 11, 16 01 13 et 16 01 14 | Oui | Oui | Oui |
| 16 01 22 | composants non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| 16 01 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 16 02 | déchets provenant d'équipements électriques ou électroniques | | | |
| 16 02 09 | transformateurs et accumulateurs contenant des PCB | Oui | Oui | Non |
| 16 02 10 | équipements mis au rebut contenant des PCB ou contaminés par de telles substances autres que ceux visés à la rubrique 16 02 09 | Oui | Oui | Non |
| 16 02 11 | équipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones, des HCFC ou des HFC | Oui | Oui | Non |
| 16 02 12 | équipements mis au rebut contenant de l'amiante libre | Oui | Oui | Non |
| 16 02 13 | équipements mis au rebut contenant des composants dangereux autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 12 | Oui | Oui | Oui |
| 16 02 14 | équipements mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 13 | Non | Oui | Oui |
| 16 02 15 | composants dangereux retirés des équipements mis au rebut | Oui | Oui | Oui |
| 16 02 16 | composants retirés des équipements mis au rebut autres que ceux visés à la rubrique 16 02 15 | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 16 03 | loupés de fabrication et produits non utilisés | | | |
| 16 03 03 | déchets d'origine minérale contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 16 03 04 | déchets d'origine minérale autres que ceux visés à la rubrique 16 03 03 | Non | Oui | Oui |
| 16 03 05 | déchets d'origine organique contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 16 03 06 | déchets d'origine organique autres que ceux visés à rubrique 16 03 05 | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 16 04 | déchets d'explosifs | | | |
| 16 04 01 | déchets de munitions | Oui | Non | Non |
| 16 04 02 | déchets de feux d'artifice | Oui | Non | Non |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 16 04 03 | autres déchets d'explosifs | Oui | Non | Non |
| | | | | |
| 16 05 | gaz en récipients à pression et produits chimiques mis au rebut | | | |
| 16 05 04 | gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses | Oui | Non | Non |
| 16 05 05 | gaz en récipients à pression autres que ceux visés à rubrique 16 05 04 | Non | Non | Non |
| 16 05 06 | produits chimiques de laboratoire à base de ou contenant des substances dangereuses, y compris les mélanges de produits chimiques de laboratoire | Oui | Oui | Oui |
| 16 05 07 | produits chimiques d'origine minérale à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut | Oui | Oui | Oui |
| 16 05 08 | produits chimiques d'origine organique à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut | Oui | Oui | Oui |
| 16 05 09 | produits chimiques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 05 06, 16 05 07 ou 16 05 08 | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 16 06 | piles et accumulateurs | | | |
| 16 06 01 | accumulateurs au plomb | Oui | Oui | Non |
| 16 06 02 | accumulateurs Ni-Cd | Oui | Oui | Non |
| 16 06 03 | piles contenant du mercure | Oui | Oui | Non |
| 16 06 04 | piles alcalines (sauf rubrique 16 06 03) | Non | Oui | Non |
| 16 06 05 | autres piles et accumulateurs | Non | Oui | Non |
| 16 06 06 | électrolytes de piles et accumulateurs collectés séparément | Oui | Oui | Non |
| | | | | |
| 16 07 | déchets provenant du nettoyage de cuves et fûts de stockage et de transport (sauf chapitres 05 et 13) | | | |
| 16 07 08 | déchets contenant des hydrocarbures | Oui | Oui | Oui |
| 16 07 09 | déchets contenant d'autres substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 16 07 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 16 08 | catalyseurs usés | | | |
| 16 08 01 | catalyseurs usés contenant de l'or, de l'argent, du rhénium, du rhodium, du palladium, de l'iridium ou du platine (sauf rubrique 16 08 07) | Non | Oui | Non |
| 16 08 02 | catalyseurs usés contenant des métaux ou composés de métaux de transition dangereux | Oui | Oui | Non |
| 16 08 03 | catalyseurs usés contenant des métaux ou composés de métaux de transition non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Non |
| 16 08 04 | catalyseurs usés de craquage catalytique sur lit fluide (sauf rubrique 16 08 07) | Non | Oui | Non |
| 16 08 05 | catalyseurs usés contenant de l'acide phosphorique | Oui | Oui | Non |
| 16 08 06 | liquides usés employés comme catalyseurs | Oui | Oui | Oui |
| 16 08 07 | catalyseurs usés contaminés par des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| | | | | |
| 16 09 | substances oxydantes | | | |
| 16 09 01 | permanganates, par exemple, permanganate de potassium | Oui | Oui | Oui |
| 16 09 02 | chromates, par exemple, chromate de potassium, dichromate de sodium ou de potassium | Oui | Oui | Non |
| 16 09 03 | peroxydes, par exemple, peroxyde d'hydrogène | Oui | Oui | Non |
| 16 09 04 | substances oxydantes non spécifiées ailleurs | Oui | Oui | Non |
| | | | | |
| 16 10 | déchets liquides aqueux destinés à un traitement hors site | | | |
| 16 10 01 | déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 16 10 02 | déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01 | Non | Oui | Oui |
| 16 10 03 | concentrés aqueux contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 16 10 04 | concentrés aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 03 | Oui | Oui | Oui |
| | | | | |
| 16 11 | déchets de revêtements de fours et réfractaires | | | |
| 16 11 01 | revêtements de fours et réfractaires à base de carbone provenant de procédés métallurgiques contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 16 11 02 | revêtements de fours et réfractaires à base de carbone provenant de procédés métallurgiques autres que ceux visés à la rubrique 16 11 01 | Non | Oui | Non |
| 16 11 03 | autres revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés métallurgiques contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 16 11 04 | autres revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés métallurgiques non visés à la rubrique 16 11 03 | Non | Oui | Non |
| 16 11 05 | revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés non métallurgiques contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 16 11 06 | revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés non métallurgiques autres que ceux visés à la rubrique 16 11 05 | Non | Oui | Non |
| | | | | |
| **17** | **DÉCHETS DE CONSTRUCTION ET DE DÉMOLITION (Y COMPRIS DÉBLAIS PROVENANT DE SITES CONTAMINÉS)** | | | |
| | | | | |
| 17 01 | béton, briques, tuiles et céramiques | | | |
| 17 01 01 | béton | Non | Oui | Non |
| 17 01 02 | briques | Non | Oui | Non |
| 17 01 03 | tuiles et céramiques | Non | Oui | Non |
| 17 01 06 | mélanges ou fractions séparées de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 17 01 07 | mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06 | Non | Oui | Non |
| | | | | |
| 17 02 | bois, verre et matières plastiques | | | |
| 17 02 01 | bois | Non | Oui | Non |
| 17 02 02 | verre | Non | Oui | Non |
| 17 02 03 | matières plastiques | Non | Oui | Non |
| 17 02 04 | bois, verre et matières plastiques contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances | Oui | Oui | Non |
| | | | | |
| 17 03 | mélanges bitumineux, goudron et produits goudronnés | | | |
| 17 03 01 | mélanges bitumineux contenant du goudron | Oui | Oui | Non |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 17 03 02 | mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01 | Non | Oui | Non |
| 17 03 03 | goudron et produits goudronnés | Oui | Oui | Non |
| | | | | |
| 17 04 | métaux (y compris leurs alliages) | | | |
| 17 04 01 | cuivre, bronze, laiton | Non | Non | Non |
| 17 04 02 | aluminium | Non | Non | Non |
| 17 04 03 | plomb | Non | Non | Non |
| 17 04 04 | zinc | Non | Non | Non |
| 17 04 05 | fer et acier | Non | Non | Non |
| 17 04 06 | étain | Non | Non | Non |
| 17 04 07 | métaux en mélange | Non | Non | Non |
| 17 04 09 | déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 17 04 10 | câbles contenant des hydrocarbures, du goudron ou d'autres substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 17 04 11 | câbles autres que ceux visés à la rubrique 17 04 10 | Non | Oui | Non |
| | | | | |
| 17 05 | terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), cailloux et boues de dragage | | | |
| 17 05 03 | terres et cailloux contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 17 05 04 | terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03 | Non | Oui | Non |
| 17 05 05 | boues de dragage contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 17 05 06 | boues de dragage autres que celles visées à la rubrique 17 05 05 | Non | Oui | Oui |
| 17 05 07 | ballast de voie contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 17 05 08 | ballast de voie autre que celui visé à la rubrique 17 05 07 | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 17 06 | matériaux d'isolation et matériaux de construction contenant de l'amiante | | | |
| 17 06 01 | matériaux d'isolation contenant de l'amiante | Oui | Oui | Non |
| 17 06 04 | matériaux d'isolation autres que ceux aux rubriques 17 06 01 et 03 | Non | Oui | Non |
| 17 06 05 | matériaux de construction contenant de l'amiante | Oui | Oui | Non |
| | | | | |
| 17 08 | matériaux de construction à base de gypse | | | |
| 17 08 01 | matériaux de construction à base de gypse contaminés par des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 17 08 02 | matériaux de construction à base de gypse autres que ceux visés à la rubrique 17 08 01 | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 17 09 | autres déchets de construction et de démolition | | | |
| 17 09 01 | déchets de construction et de démolition contenant du mercure | Oui | Oui | Non |
| 17 09 02 | déchets de construction et de démolition contenant des PCB (par exemple, mastics, sols à base de résines, double vitrage, condensateurs contenant des PCB) | Oui | Oui | Non |
| 17 09 03 | autres déchets de construction et de démolition (y compris en mélange) contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 17 09 04 | déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03 | | | |
| | | | | |
| **18** | **DÉCHETS PROVENANT DES SOINS MÉDICAUX OU VÉTÉRINAIRES ET/OU DE LA RECHERCHE ASSOCIÉE (sauf déchets de cuisine et de restauration ne provenant pas directement des soins médicaux)** | | | |
| 18 01 | déchets provenant des maternités, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies de l'homme | | | |
| 18 01 01 | objets piquants et coupants (sauf rubrique 18 01 03) | Non | Non | Non |
| 18 01 02 | déchets anatomiques et organes, y compris sacs de sang et réserves de sang (sauf rubrique 18 01 03) | Non | Non | Non |
| 18 01 03 | déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection | Oui | Non | Non |
| 18 01 04 | déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection (par exemple vêtements, plâtres, draps, vêtements jetables, langes) | Non | Non | Non |
| 18 01 06 | produits chimiques à base de ou contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 18 01 07 | produits chimiques autres que ceux visés à la rubrique 18 01 06 | Non | Oui | Oui |
| 18 01 08 | médicaments cytotoxiques et cytostatiques | Oui | Oui | Oui |
| 18 01 09 | médicaments autres que ceux visés à la rubrique 18 01 08 | Non | Oui | Oui |
| 18 01 10 | déchets d'amalgame dentaire | Oui | Oui | Non |
| | | | | |
| 18 02 | déchets provenant de la recherche, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies des animaux | | | |
| 18 02 01 | objets piquants et coupants (sauf rubrique 18 02 02) | Non | Non | Non |
| 18 02 02 | déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection | Oui | Oui | Non |
| 18 02 03 | déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection | Non | Non | Non |
| 18 02 05 | produits chimiques à base de ou contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 18 02 06 | produits chimiques autres que ceux visés à la rubrique 18 02 05 | Non | Oui | Oui |
| 18 02 07 | médicaments cytotoxiques et cytostatiques | Oui | Oui | Oui |
| 18 02 08 | médicaments autres que ceux visés à la rubrique 18 02 07 | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| **19** | **DÉCHETS PROVENANT DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DÉCHETS, DES STATIONS D'ÉPURATION DES EAUX USÉES HORS SITE ET DE LA PRÉPARATION D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE ET D'EAU À USAGE INDUSTRIEL** | | | |
| | | | | |
| 19 01 | déchets de l'incinération ou de la pyrolyse de déchets | | | |
| 19 01 02 | déchets de déferraillage des mâchefers | Non | Oui | Non |
| 19 01 05 | gâteau de filtration provenant de l'épuration des fumées | Oui | Oui | Non |
| 19 01 06 | déchets liquides aqueux de l'épuration des fumées et autres déchets liquides aqueux | Oui | Oui | Oui |
| 19 01 07 | déchets secs de l'épuration des fumées | Oui | Oui | Non |
| 19 01 10 | charbon actif usé provenant de l'épuration des gaz de fumées | Oui | Oui | Non |
| 19 01 11 | mâchefers contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 19 01 12 | mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11 | Non | Oui | Non |
| 19 01 13 | cendres volantes contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 19 01 14 | cendres volantes autres que celles visées à la rubrique 19 01 13 | Non | Oui | Non |
| 19 01 15 | cendres sous chaudière contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 19 01 16 | cendres sous chaudière autres que celles visées à la rubrique 19 01 15 | Non | Oui | Non |
| 19 01 17 | déchets de pyrolyse contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 19 01 18 | déchets de pyrolyse autres que ceux visés à la rubrique 19 01 17 | Non | Oui | Non |
| 19 01 19 | sables provenant de lits fluidisés | Non | Oui | Non |
| 19 01 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 19 02 | déchets provenant des traitements physico-chimiques des déchets (y compris déchromatation, décyanuration, neutralisation) | | | |
| 19 02 03 | déchets prémélangés composés seulement de déchets non dangereux | Non | Oui | Oui |
| 19 02 04 | déchets prémélangés contenant au moins un déchet dangereux | Oui | Oui | Oui |
| 19 02 05 | boues provenant des traitements physico-chimiques contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 19 02 06 | boues provenant des traitements physico-chimiques autres que celles visées à la rubrique 19 02 05 | Non | Oui | Oui |
| 19 02 07 | hydrocarbures et concentrés provenant d'une séparation | Oui | Oui | Oui |
| 19 02 08 | déchets combustibles liquides contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 19 02 09 | déchets combustibles solides contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 19 02 10 | déchets combustibles autres que visés aux rubriques 19 02 08 et 09 | Non | Oui | Oui |
| 19 02 11 | autres déchets contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 19 02 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 19 03 | déchets stabilisés/solidifiés | | | |
| 19 03 04 | déchets catalogués comme dangereux, partiellement stabilisés | Oui | Oui | Oui |
| 19 03 05 | déchets stabilisés autres que ceux visés à la rubrique 19 03 04 | Non | Oui | Oui |
| 19 03 06 | déchets catalogués comme dangereux, solidifiés | Oui | Oui | Oui |
| 19 03 07 | déchets solidifiés autres que ceux visés à la rubrique 19 03 06 | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 19 04 | déchets vitrifiés et déchets provenant de la vitrification | | | |
| 19 04 01 | déchets vitrifiés | Non | Oui | Non |
| 19 04 02 | cendres volantes et autres déchets du traitement des gaz de fumée | Oui | Oui | Non |
| 19 04 03 | phase solide non vitrifiée | Oui | Oui | Non |
| 19 04 04 | déchets liquides aqueux provenant de la trempe des déchets vitrifiés | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 19 05 | déchets de compostage | | | |
| 19 05 01 | fraction non compostée des déchets municipaux et assimilés | Non | Non | Non |
| 19 05 02 | fraction non compostée des déchets animaux et végétaux | Non | Non | Non |
| 19 05 03 | compost déclassé | Non | Non | Non |
| 19 05 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 19 06 | déchets provenant du traitement anaérobie des déchets | | | |
| 19 06 03 | liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux | Non | Non | Non |
| 19 06 04 | digestats provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux | Non | Non | Non |
| 19 06 05 | liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux | Non | Non | Non |
| 19 06 06 | digestats provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux | Non | Non | Non |
| 19 06 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 19 07 | lixiviats de décharges | | | |
| 19 07 02 | lixiviats de décharges contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 19 07 03 | lixiviats de décharges autres que ceux visés à la rubrique 19 07 02 | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 19 08 | déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs | | | |
| 19 08 01 | déchets de dégrillage | Non | Oui | Oui |
| 19 08 02 | déchets de dessablage | Non | Oui | Oui |
| 19 08 05 | boues provenant du traitement des eaux usées urbaines | Non | Oui | Oui |
| 19 08 06 | résines échangeuses d'ions saturées ou usées | Oui | Oui | Non |
| 19 08 07 | solutions et boues provenant de la régénération des échangeurs d'ions | Oui | Oui | Oui |
| 19 08 08 | déchets provenant des systèmes à membrane contenant des métaux lourds | Oui | Oui | Oui |
| 19 08 09 | mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées contenant uniquement des huiles et graisses alimentaires | Non | Oui | Oui |
| 19 08 10 | mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées autres que ceux visés à la rubrique 19 08 09 | Oui | Oui | Oui |
| 19 08 11 | boues contenant des substances dangereuses provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles | Oui | Oui | Oui |
| 19 08 12 | boues provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 11 | Non | Oui | Oui |
| 19 08 13 | boues contenant des substances dangereuses provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles | Oui | Oui | Oui |
| 19 08 14 | boues provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 13 | Non | Oui | Oui |
| 19 08 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 19 09 | déchets provenant de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine ou d'eau à usage industriel | | | |
| 19 09 01 | déchets solides de première filtration et de dégrillage | Non | Oui | Oui |
| 19 09 02 | boues de clarification de l'eau | Non | Oui | Oui |
| 19 09 03 | boues de décarbonatation | Non | Oui | Oui |
| 19 09 04 | charbon actif usé | Non | Oui | Non |
| 19 09 05 | résines échangeuses d'ions saturées ou usées | Non | Oui | Non |
| 19 09 06 | solutions et boues provenant de la régénération des échangeurs d'ions | Non | Oui | Oui |
| 19 09 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 19 10 | déchets provenant du broyage de déchets contenant des métaux | | | |
| 19 10 01 | déchets de fer ou d'acier | Non | Oui | Non |
| 19 10 02 | déchets de métaux non ferreux | Non | Oui | Non |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 19 10 03 | fraction légère des résidus de broyage et poussières contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Non |
| 19 10 04 | fraction légère des résidus de broyage et poussières autres que celles visées à la rubrique 19 10 03 | Non | Oui | Non |
| 19 10 05 | autres fractions contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 19 10 06 | autres fractions autres que celles visées à la rubrique 19 10 05 | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 19 11 | déchets provenant de la régénération de l'huile | | | |
| 19 11 01 | argiles de filtration usées | Oui | Oui | Non |
| 19 11 02 | goudrons acides | Oui | Oui | Non |
| 19 11 03 | déchets liquides aqueux | Oui | Oui | Oui |
| 19 11 04 | déchets provenant du nettoyage d'hydrocarbures avec des bases | Oui | Oui | Oui |
| 19 11 05 | boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 19 11 06 | boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 19 11 05 | Non | Oui | Oui |
| 19 11 07 | déchets provenant de l'épuration des gaz de combustion | Oui | Oui | Oui |
| 19 11 99 | déchets non spécifiés ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 19 12 | déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple, tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs | | | |
| 19 12 01 | papier et carton | Non | Oui | Oui |
| 19 12 02 | métaux ferreux | Non | Oui | Oui |
| 19 12 03 | métaux non ferreux | Non | Oui | Oui |
| 19 12 04 | matières plastiques et caoutchouc | Non | Oui | Oui |
| 19 12 05 | verre | Non | Oui | Oui |
| 19 12 06 | bois contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 19 12 07 | bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06 | Non | Oui | Oui |
| 19 12 08 | textiles | Non | Oui | Oui |
| 19 12 09 | minéraux (par exemple sable, cailloux) | Non | Oui | Non |
| 19 12 10 | déchets combustibles (combustible issu de déchets) | Non | Oui | Oui |
| 19 12 11 | autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 19 12 12 | autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11 | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 19 13 | déchets provenant de la décontamination des sols et des eaux souterraines | | | |
| 19 13 01 | déchets solides provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 19 13 02 | déchets solides provenant de la décontamination des sols autres que ceux visés à la rubrique 19 13 01 | Non | Oui | Oui |
| 19 13 03 | boues provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 19 13 04 | boues provenant de la décontamination des sols autres que celles visées à la rubrique 19 13 03 | Non | Oui | Oui |
| 19 13 05 | boues provenant de la décontamination des eaux souterraines contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 19 13 06 | boues provenant de la décontamination des eaux souterraines autres que celles visées à la rubrique 19 13 05 | Non | Oui | Oui |
| 19 13 07 | déchets liquides aqueux et concentrés aqueux provenant de la décontamination des eaux souterraines contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 19 13 08 | déchets liquides aqueux et concentrés aqueux provenant de la décontamination des eaux souterraines autres que visés par 19 13 07 | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| **20** | **DÉCHETS MUNICIPAUX (DÉCHETS MÉNAGERS ET DÉCHETS ASSIMILÉS PROVENANT DES COMMERCES, DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS) Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTÉES SÉPARÉMENT** | | | |
| | | | | |
| 20 01 | fractions collectées séparément (sauf section 15 01) | | | |
| 20 01 01 | papier et carton | Non | Oui | Oui |
| 20 01 02 | verre | Non | Oui | Oui |
| 20 01 08 | déchets de cuisine et de cantine biodégradables | Non | Oui | Non |
| 20 01 10 | vêtements | Non | Oui | Non |
| 20 01 11 | textiles | Non | Oui | Oui |
| 20 01 13 | solvants | Oui | Oui | Oui |
| 20 01 14 | acides | Oui | Oui | Oui |
| 20 01 15 | déchets basiques | Oui | Oui | Oui |
| 20 01 17 | produits chimiques de la photographie | Oui | Oui | Oui |
| 20 01 19 | pesticides | Oui | Oui | Oui |
| 20 01 21 | tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure | Oui | Oui | Non |
| 20 01 23 | équipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones | Oui | Oui | Non |
| 20 01 25 | huiles et matières grasses alimentaires | Non | Oui | Oui |
| 20 01 26 | huiles et matières grasses autres que visées à la rubrique 20 01 25 | Oui | Oui | Oui |
| 20 01 27 | peinture, encres, colles et résines contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 20 01 28 | peinture, encres, colles, résines autres que visées à la rubrique 20 01 27 | Non | Non | Oui |
| 20 01 29 | détergents contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 20 01 30 | détergents autres que ceux visés à la rubrique 20 01 29 | Non | Oui | Oui |
| 20 01 31 | médicaments cytotoxiques et cytostatiques | Oui | Oui | Oui |
| 20 01 32 | médicaments autres que ceux visés à la rubrique 20 01 31 | Non | Oui | Oui |
| 20 01 33 | piles et accumulateurs visés aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03 et piles et accumulateurs non triés contenant ces piles | Oui | Oui | Non |
| 20 01 34 | piles et accumulateurs autres que ceux visés à la rubrique 20 01 33 | Non | Oui | Non |
| 20 01 35 | équipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux , autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23 | Oui | Oui | Non |
| 20 01 36 | équipements électriques et électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21, 20 01 23 et 20 01 35 | Non | Oui | Non |
| 20 01 37 | bois contenant des substances dangereuses | Oui | Oui | Oui |
| 20 01 38 | bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37 | Non | Oui | Oui |
| 20 01 39 | matières plastiques | Non | Oui | Oui |
| 20 01 40 | métaux | Non | Oui | Oui |
| 20 01 41 | déchets provenant du ramonage de cheminée | Non | Oui | Oui |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 20 01 99 | autres fractions non spécifiées ailleurs | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 20 02 | déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière) | | | |
| 20 02 01 | déchets biodégradables | Non | Oui | Non |
| 20 02 02 | terres et pierres | Non | Oui | Non |
| 20 02 03 | autres déchets non biodégradables | Non | Oui | Oui |
| | | | | |
| 20 03 | autres déchets municipaux | | | |
| 20 03 01 | déchets municipaux en mélange | Non | Non | Non |
| 20 03 02 | déchets de marchés | Non | Non | Non |
| 20 03 03 | déchets de nettoyage des rues | Non | Non | Non |
| 20 03 04 | boues de fosses septiques | Non | Non | Non |
| 20 03 06 | déchets provenant du nettoyage des égouts | Non | Non | Non |
| 20 03 07 | déchets encombrants | Non | Non | Non |
| 20 03 99 | déchets municipaux non spécifiés ailleurs | Non | Non | Non |
| | | | | |

**ANNEXE 2**

**LISTE DES DECHETS ACCEPTES SUR LE CENTRE ET AFFECTATION DES CUVES**

| CUVES ASSOCIEES | FAMILLE | DECHETS CONCERNES | TYPE DE TRANSIT | NATURE DU CONDITIONNEMENT | DESTINATION EXTERIEURE |
|---|---|---|---|---|---|
| Sans objet | Emballages souillés | Emballages pollués par les produits précédents DTQD | Avec pré traitement | Conditionnés | Revalorisation matière ou revalorisation énergétique ou incinération |
| 5/6 | | Déchet liquide en attente d'orientation | Sans objet | Vrac | Suivant analyse complémentaire |
| | Acides bases toxiques | Acides bases cadmiés cyanures sels de trempe | Sans regroupement | Conditionnés | Centre collectif PCM ou mine de sel |
| | Autres D.I.S., sauf produits interdits | Amiante en double sache piles lampes tubes fluorescents filtres à huiles batteries produits non identifiés produits laboratoires DTQD huiles isolantes chlorées rebuts de fabrication aérosols DMS divers | Sans regroupement | Conditionnés | CET ou mine de sel ou revalorisation ou incinération en filière directe ou incinération chlorée |
| | Solvants | Solvants régénérables chlorés solvants régénérables non halogénés | Avec regroupement | Conditionnés | Revalorisation |
| 1 | Chlorés + | Boues liquides halogénés | Avec pré traitement | Vrac | Incinération chlorée |
| 1 | Chlorés + | Liquides chlorés >10% eaux de la chimie huiles chlorées | Avec regroupement | Vrac et Conditionnés | Incinération chlorée |
| 2 | Chlorés - | Boues liquides chlorées <10% | Avec pré traitement | Vrac | Incinération chlorée <10% |
| 2 | Chlorés - | Liquides chlorées <10% eaux de la chimie | Avec regroupement | Vrac et Conditionnés | Incinération chlorée <10% |
| Fosse | Pateux | Fonds de camions fonds de cuves boues liquides eaux de la chimie | Avec prétraitement | Vrac | Incinération |

| CUVES ASSOCIEES | FAMILLE | DECHETS CONCERNES | TYPE DE TRANSIT | NATURE DU CONDITIONNEMENT | DESTINATION EXTERIEURE |
|---|---|---|---|---|---|
| Sans objet | Pateux chlorés | Solides incinérables chlorés | Sans regroupement | Conditionnés | Incinération chlorée |
| Sans objet | Pateux non chlorés | Solides incinérables non chlorés boues d'usinage déchets de peinture | Avec ou sans regroupement | Conditionnés | Incinération |
| 7/8/9 | HPC1 | Produits pétroliers eaux+hydrocarbures (hors huiles) solvants non halogénés eaux de la chimie crèmes huileuses | Avec regroupement | Vrac et Conditionnés | Incinération |
| 4 | MPC1 | Produits pétroliers diluants solvants non halogénés eaux incinérables boues liquides eaux de la chimie | Avec pré traitement | Vrac et Conditionnés | Incinération |
| 4 | MPC1 | Produits pétroliers diluants solvants non halogénés eaux incinérables boues liquides eaux de la chimie | Avec regroupement | Vrac et Conditionnés | Incinération |
| 3 | BPC1 | eaux incinérables eaux solvantés boues liquides eaux de la chimie | Avec pré traitement | Vrac et Conditionnés | Incinération |
| 3 | BPC1 | diluants eaux de la chimie | Avec regroupement | Vrac et Conditionnés | Incinération |
| 21/22/23/24 | Hydrocarbures | | Avec prétraitement | Vrac et Conditionnés | Régénération et revalorisation |

| CUVES ASSOCIEES | FAMILLE | DECHETS CONCERNES | TYPE DE TRANSIT | NATURE DU CONDITIONNEMENT | DESTINATION EXTERIEURE |
|---|---|---|---|---|---|
| 16/17/18/19/ 20 | Hydrocarbures | | Avec regroupement | Vrac et Conditionnés | Revalorisation |
| 10/11/12 | PCO | | Avec prétraitement | Vrac et Conditionnés | Physico chimique organique |
| 10/11/12 | PCO | | Avec regroupement | Vrac et Conditionnés | Physico chimique organique |
| 7/8/9 | HPC1 | | Avec prétraitement | Vrac et Conditionnés | Revalorisation énergétique |
| | | | | | |
| | | | | | |

**ANNEXE 3**

Les effluents devront respecter les valeurs limites fixées ci après :

**pH compris entre 5,5 et 8,5**

**Température inférieure à 30□C**

| NATURE DES POLLUANTS | CONCENTRATION MAXIMUM en mg/l | | FLUX MOYEN (sous 1 mois) en kg/j |
|---|---|---|---|
| | moyenne sur 2 h | instantanée | |
| MES | 100 | 600 | 1 |
| DCO ND | 600 | 2000 | 5 |
| DBO5 ND | 200 | 800 | 2 |
| Hydrocarbures - NFT 90202 | 5 | 5 | 0,1 |
| Hydrocarbures - NFT 90203 | 20 | 20 | 0,4 |
| Phénols | 0,1 | 0,1 | 0,012 |
| Total des métaux | 15 | 15 | 0,3 |

Pour tous les autres polluants ne figurant pas dans le tableau ci-dessus, les valeurs limites guides précisées dans la Section 3 «Pollution des eaux superficielles» - Sous-section 1 - de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ne devront pas être dépassées.

**Le débit moyen des effluents rejetés n'excèdera pas 20 m3/j (en moyenne sous un mois)**

**Ampliation adressée à :**

- Monsieur le Directeur de la SA SARP INDUSTRIES RHONE ALPES MEDITERRANNEE
  943 chemin de l'Islon
  38670 - CHASSSE SUR RHONE

- Monsieur le Maire de LA TALAUDIERE

- M. l'Inspecteur des installations classées - Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

- Archives

- Chrono.

et par [illegible]
L'Attaché du Pôle [illegible]

S. PAGAT